



Premier trimestre 2003

Rapport aux actionnaires

1



La Banque Royale publie des résultats records pour le premier trimestre de 2003

Hausse continue du bénéfice des sociétés acquises aux États-Unis et bonne qualité du crédit

TORONTO, le 28 février 2003 – Pour son premier trimestre terminé le 31 janvier 2003, la Banque Royale du Canada (symbole du titre au téléscripneur des Bourses de Toronto et de New York : RY) a annoncé qu'elle a réalisé un bénéfice net record de 767 millions de dollars, en hausse de 33 millions ou 4 % par rapport à l'an dernier, et un bénéfice dilué par action de 1,10 \$, en hausse de 6 %. Le rendement des capitaux propres s'est établi à 16,9 %, comparativement à 17,1 % l'an dernier.

Commentant les résultats, M. Gordon M. Nixon, président et chef de la direction, a déclaré : « Compte tenu de l'environnement difficile dans lequel évoluent les marchés financiers, nous avons obtenu de solides résultats, qui reflètent la diversification de nos activités, notre gestion prudente des coûts et des risques, ainsi que la contribution au bénéfice accrue de nos sociétés aux États-Unis. »

La Banque Royale annonce une hausse du dividende sur les actions ordinaires

TORONTO, le 28 février 2003 – La Banque Royale du Canada a annoncé une augmentation de son dividende trimestriel sur les actions ordinaires de 3 cents par action, soit 7,5 %. Le dividende à verser le 23 mai 2003 aux porteurs d'actions inscrits le 23 avril 2003 passe à 43 cents.

Le dividende trimestriel sur les actions ordinaires de la Banque avait été augmenté la dernière fois de 2 cents par action, à 40 cents, au quatrième trimestre de 2002, pour les actionnaires inscrits le 23 octobre 2002.

Le bénéfice net tiré des sociétés acquises aux États-Unis (RBC Centura, RBC Dain Rauscher et RBC Liberty Insurance) s'est chiffré à 81 millions de dollars, en hausse par rapport à 53 millions l'an dernier, grâce principalement aux mesures de réduction des coûts de RBC Dain Rauscher et au solide rendement de sa division des services à revenu fixe.

Le total des revenus a reculé de 2 % comparativement à l'an dernier, recul qui découle en grande partie de la faiblesse des marchés des actions et de la réduction prévue d'une partie de notre portefeuille de prêts aux entreprises, principalement à l'extérieur du Canada, dont les rendements sont peu élevés et dont la valeur stratégique est faible. Au cours du trimestre, nous avons constaté un gain de 35 millions de dollars à la suite d'un appel public à l'épargne sur la Bourse de Toronto. Les réductions de valeur d'autres placements ont neutralisé ce gain.

Les charges ont diminué de 2 %, principalement en ce qui concerne les services de courtage traditionnel au Canada et aux États-Unis.

Les provisions spécifiques pour pertes sur créances se sont établies à 200 millions de dollars ou 0,36 % de la moyenne des prêts, des acceptations et des conventions de revente, par rapport à 286 millions ou 0,54 % l'an dernier.

Au 31 janvier 2003, le ratio du capital de première catégorie se chiffrait à 9,4 %, et le ratio du capital total, à 12,7 %, comparativement à 8,8 % et à 12,3 %, respectivement, il y a un an.

Les résultats présentés ci-dessus sont basés sur les états financiers dressés selon les PCGR des États-Unis, à l'exception du ratio des provisions spécifiques pour pertes sur créances et des ratios de capital, qui sont basés sur les états financiers dressés selon les PCGR du Canada.

Table des matières

01	La Banque Royale annonce	06	Priorité financière : croissance et diversification des revenus	10	À propos de la Banque Royale du Canada
01	Faits saillants du premier trimestre	07	Priorité financière : contrôle des coûts	10	Mise en garde au sujet des déclarations prospectives
02	Message du chef de la direction	07	Priorité financière : excellence de la qualité du crédit	11	Principales informations financières – PCGR des États-Unis
03	Rendement par rapport aux objectifs	08	Priorité financière : gestion du bilan et du capital	12	États financiers – PCGR des États-Unis
04	Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation	08	Gestion du risque	20	Principales informations financières – PCGR du Canada
04	Aperçu	09	Faits saillants de l'exploitation	21	États financiers – PCGR du Canada
04	Résultats par secteur géographique			30	Renseignements aux actionnaires
04	Résultats par secteur d'exploitation				

Message du chef de la direction

Nous avons obtenu des résultats records ce trimestre, en dépit du fait que l'incertitude liée aux marchés financiers demeure élevée, et que la demande visant les ventes et négociations d'actions, la prise ferme de nouvelles émissions, les services de banque d'investissement et les services de courtage traditionnel est faible.

Les commentaires présentés ci-dessous portent sur nos quatre priorités principales et sur notre performance à leur égard.

Bases solides

Le bénéfice net s'est chiffré à 767 millions de dollars ce trimestre, soit un résultat record, et le bénéfice par action, à 1,10 \$, en hausse de 6 % par rapport à l'an dernier. Cette augmentation, qui s'est produite malgré la faiblesse des revenus sensibles aux fluctuations du marché générés par RBC Marchés des Capitaux et RBC Investissements, souligne les avantages liés à la diversification de nos activités et à la diversification géographique, ainsi que notre gestion prudente des coûts et des risques.

Comme cela est illustré à la page 3, nous avons connu une bonne performance ce trimestre en matière de qualité du portefeuille, de gestion des charges et de ratios de capital, le ratio de la provision pour pertes sur créances étant de loin inférieur à la fourchette établie pour l'exercice, les charges ayant reculé de 2 % par rapport à l'an dernier, et les ratios de capital étant considérablement plus élevés que nos objectifs à moyen terme. Toutefois, les revenus sont plus faibles, comme en témoigne la contribution de nos secteurs sensibles aux fluctuations des marchés financiers et de ceux effectuant des activités de prêt. À la lumière de ces forces dynamiques, nous continuons de nous focaliser sur nos programmes de gestion des coûts et programmes visant à accélérer la croissance des revenus, de manière à renforcer la croissance rentable des revenus.

Expansion nord-américaine

Notre priorité aux États-Unis est l'accroissement de la performance, et nous sommes satisfaits des résultats obtenus à cet égard au cours du trimestre. Le bénéfice net tiré des sociétés acquises aux États-Unis (RBC Centura, RBC Dain Rauscher et RBC Liberty Insurance) a augmenté pour se chiffrer à 81 millions de dollars, par rapport à 53 millions l'an dernier. Il représente 85 % de la croissance de notre bénéfice et souligne les avantages liés à la diversification géographique. Cette augmentation reflète les résultats améliorés de RBC Dain Rauscher, qui a réduit ses coûts par suite de l'intégration des activités de Tucker Anthony Sutro et de la baisse des frais de rémunération au titre de la rétention, et enregistré de solides résultats eu égard à sa division des services à revenu fixe.

Nous avons conclu l'acquisition d'Admiralty Bancorp au cours du trimestre, ce qui nous a permis d'étendre nos services aux particuliers et aux entreprises au marché à forte croissance de la Floride. Nous nous efforçons toujours d'améliorer les résultats d'exploitation des sociétés acquises aux États-Unis, et poursuivons nos recherches en vue d'effectuer d'autres acquisitions logiques du point de vue de la stratégie, de la culture d'entreprise et de la création de valeur pour nos actionnaires.

Croissance des secteurs générant des rendements ou des ratios cours/bénéfice élevés

L'un des facteurs importants sur lesquels repose la stabilité de notre bénéfice est la diversité de nos activités. Par exemple, le recul du bénéfice de RBC Marchés des Capitaux a été largement compensé par les hausses enregistrées dans nos autres secteurs d'exploitation.

Nous continuons de nous focaliser sur la croissance des secteurs générant des rendements élevés et des ratios cours/bénéfice attrayants, et dont le potentiel de croissance est bon. Bien que RBC Banque et RBC Investissements soient les deux catalyseurs de notre expansion à long terme, d'autres secteurs continuent de cibler des domaines de croissance prioritaires. RBC Banque continue de générer de bons rendements. La faiblesse des marchés financiers et du volume de transactions effectuées par les clients a freiné la performance de RBC Investissements, mais nous sommes d'avis que ses perspectives à long terme sont bonnes, car nous prévoyons que les marchés financiers connaîtront éventuellement une reprise et que ce secteur bénéficiera de l'important transfert de patrimoine entre les générations qui devrait se produire au cours des prochaines années.

Plateformes intégrées

L'intégration des plateformes se traduit par les efforts de collaboration de nos diverses entreprises et divisions, qui visent à augmenter les revenus en partageant les meilleures pratiques, ainsi qu'à offrir notre vaste gamme de produits et services intégrés à nos clients. Elle consiste également à réduire les coûts en éliminant les chevauchements qui se produisent lorsque les secteurs d'exploitation exercent leurs activités de façon autonome.

Ce trimestre, nous avons lancé un nouveau programme de recommandations, appelé Recommandations RBC. Ce programme, qui est beaucoup plus exhaustif que l'ancien, touche les services bancaires, les services d'assurance, les services de placement, les services des marchés financiers et les services internationaux. Il comprend également un processus redéfini et des incitatifs pour encourager la collaboration. Nous avons de plus lancé d'autres initiatives à l'échelle de l'organisation en vue d'accroître l'efficacité et de partager les meilleures pratiques.

Bien que notre performance ce trimestre, laquelle est attribuable à nos employés, ait été satisfaisante, je tiens à vous assurer que nous demeurons vigilants. Nous continuerons de viser des rendements accrus pour nos actionnaires et poursuivons à cet effet des stratégies et initiatives axées sur l'accroissement de la rentabilité de nos activités.

C'est avec plaisir que je continuerai à vous faire part de nos progrès au prochain trimestre.

Le président et chef de la direction



Gordon M. Nixon

Rendement par rapport aux objectifs

	Objectifs de 2003	Rendement du premier trimestre
1. Évaluation		
Maintenir des niveaux d'évaluation se situant dans le quartile supérieur :		
• Cours des actions/valeur comptable :	Quartile supérieur de l'indice TSX pour les banques et les sociétés de fiducie (1)	Quartile supérieur
• Cours des actions/bénéfice :	Quartile supérieur de l'indice TSX pour les banques et les sociétés de fiducie (1)	Quartile supérieur (2)
Croissance du cours des actions :	Supérieure à l'indice TSX pour les banques et les sociétés de fiducie (1)	Inférieure à l'indice
2. Croissance du bénéfice		
Augmenter le bénéfice dilué par action de :	10 % à 15 %	6 % 9 %, en excluant l'amortissement de l'écart d'acquisition au premier trimestre de 2001
3. Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires		
Obtenir un rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de :	17 % à 19 %	16,9 %
4. Croissance des revenus		
Obtenir une croissance des revenus de :	5 % à 8 %	(2) %
5. Croissance des charges		
Charges d'exploitation par rapport aux revenus d'exploitation :	Croissance des charges d'exploitation inférieure à celle des revenus d'exploitation	Croissance des charges d'exploitation et des revenus d'exploitation de (2) %
6. Qualité du portefeuille		
Obtenir un ratio des provisions spécifiques pour pertes sur créances par rapport à la moyenne des prêts, des acceptations et des conventions de revente se situant entre (3) :	0,45 % à 0,55 %	0,36 % 0,31 %, déduction faite de l'incidence des produits dérivés de crédit (4)
7. Gestion du capital		
Ratios de capital (3) :	Maintenir des ratios de capital élevés	Ratio du capital de première catégorie de 9,4 % et ratio du capital total de 12,7 %, par rapport aux objectifs à moyen terme de 8 % à 8,5 % et de 11 % à 12 %, respectivement
Ratio de distribution (5)	35 % à 45 %	36 %

(1) La Bourse de Toronto supprimera l'indice TSX pour les banques et les sociétés de fiducie en mai 2003 et le remplacera par l'indice composé S&P/TSX pour les banques.

(2) Basé sur la moyenne des estimations des analystes concernant le bénéfice dilué par action de 2003, que nous avons calculée le 31 janvier 2003.

(3) Calculs basés sur les états financiers dressés selon les PCGR du Canada.

(4) Se reporter à l'analyse fournie à la page 7.

(5) Dividendes sur actions ordinaires exprimés en pourcentage du bénéfice net après dividendes sur actions privilégiées.

Notre information financière est dressée selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) des États-Unis et les PCGR du Canada, et les montants y sont libellés en dollars canadiens. L'information financière dressée selon les PCGR des États-Unis est présentée aux pages 12 à 18. L'information financière dressée selon les PCGR du Canada est présentée aux pages 21 à 27 et comprend un rapprochement des principales différences par rapport aux états financiers dressés selon les PCGR des États-Unis. **L'analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation qui suit est basée sur l'information financière dressée conformément aux PCGR des États-Unis, et ne diffère à aucun égard important de celle qui aurait été établie en fonction de l'information financière dressée selon les PCGR du Canada, sous réserve de ce qui est expliqué dans les analyses supplémentaires présentées aux pages 5 et 7.**

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Cette section du rapport aux actionnaires présente une analyse de notre situation financière et de nos résultats d'exploitation afin de permettre aux lecteurs d'évaluer les changements importants apportés à la situation financière et aux résultats d'exploitation entre le 31 octobre 2002 et le 31 janvier 2003. Elle établit aussi une comparaison entre les résultats

d'exploitation pour le trimestre terminé le 31 janvier 2003 et les périodes correspondantes de l'exercice précédent, en portant une attention plus particulière au plus récent trimestre. Veuillez consulter l'« Analyse par la direction » (PCGR des États-Unis) figurant aux pages 21 à 66 de notre rapport annuel 2002 pour une analyse des exercices précédents.

Aperçu

Le bénéfice net s'est chiffré à 767 millions de dollars au premier trimestre de 2003, en hausse de 33 millions ou 4 % par rapport au premier trimestre de 2002, la baisse des provisions pour pertes sur créances ayant largement

contrebalancé le recul des revenus. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 1,10 \$, en hausse de 6 % par rapport à l'an dernier.

Résultats par secteur géographique

Le bénéfice net au Canada a progressé de 12 millions de dollars, car le recul des revenus imputable à la faiblesse des marchés financiers et à la réduction prévue des prêts aux entreprises et aux étudiants a été largement compensé par la baisse de la provision pour pertes sur créances et par la diminution des frais autres que d'intérêt, laquelle découle en grande partie de la diminution des frais au titre de la rémunération variable liés à nos services de courtage traditionnel.

Comme cela est illustré au tableau présenté au bas de la page 18, le bénéfice net aux États-Unis s'est chiffré à 109 millions de dollars ce trimestre, en hausse de 76 millions par rapport à l'an dernier. Ce résultat reflète une augmentation de 28 millions de dollars du bénéfice net tiré des sociétés acquises aux États-Unis (RBC Centura, RBC Dain Rauscher et RBC Liberty Insurance), lequel est passé de 53 millions il y a un an à 81 millions ce trimestre, ainsi qu'un recul de la provision pour pertes sur créances liées aux prêts aux entreprises aux États-Unis, principalement

dans le portefeuille des communications. Les revenus aux États-Unis ont augmenté en raison de la solide performance de notre unité des dérivés internationaux, tandis que les frais autres que d'intérêt ont connu une baisse. La hausse du bénéfice net tiré des sociétés acquises aux États-Unis reflète en grande partie l'augmentation de 23 millions de dollars du bénéfice net de RBC Dain Rauscher, cette dernière ayant bénéficié de réductions de coûts importantes ce trimestre par suite de l'intégration des activités de Tucker Anthony Sutro au deuxième trimestre de 2002, de frais de rémunération au titre de la rétention réduits et de résultats solides dans sa division des services à revenu fixe.

Le bénéfice net à l'étranger a reculé de 55 millions de dollars, résultat qui reflète principalement la hausse de la provision pour pertes sur créances, particulièrement en Europe, et l'augmentation des frais autres que d'intérêt. Les revenus sont demeurés dans l'ensemble inchangés.

Résultats par secteur d'exploitation

Les résultats financiers complets présentés par secteur d'exploitation pour le trimestre courant, pour le trimestre précédent et pour le trimestre comparable de l'exercice précédent sont présentés à la page 18 (page 26 pour les données selon les PCGR du Canada).

Nous affectons les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires à nos secteurs d'exploitation selon l'évaluation par la direction de leurs risques de crédit et de marché, de leur risque opérationnel et de leurs autres risques. Avec prise d'effet ce trimestre, nous avons réduit le capital attribué au risque lié à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels; cette mesure est conforme à l'attribution de capital effectuée pour les autres catégories de risques, qui vise à tirer avantage de la diversification de nos activités et de nos risques. Cela a donné lieu à une baisse des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires affectés à RBC Banque, à RBC Investissements et à RBC Marchés des Capitaux.

RBC Banque

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Variation	Pour le trimestre terminé le	
		31 janvier	31 janvier
		2003	2002
Revenus bruts	(1)%	1 959 \$	1 971 \$
Frais autres que d'intérêt	3 %	1 178 \$	1 142 \$
Provision pour pertes sur créances	(35)%	130 \$	201 \$
Bénéfice net	6 %	412 \$	389 \$
Rendement des capitaux propres	270 p.b.	21,5 %	18,8 %
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	(6)%	7 500 \$	8 000 \$

Le bénéfice net a progressé de 23 millions de dollars ou 6 % par rapport à l'an dernier. Le bénéfice tiré des sociétés acquises par RBC Banque aux États-Unis (qui comprennent RBC Centura et sa filiale RBC Mortgage) est passé de 58 millions de dollars il y a un an à 60 millions, augmentation qui reflète les résultats plus solides enregistrés par RBC Mortgage.

Les revenus de RBC Banque ont reculé de 12 millions de dollars ou 1 % par rapport à la période correspondante de 2002, car la diminution de la marge nette d'intérêt et la baisse de 1 milliard des prêts aux étudiants ont largement contrebalancé l'augmentation du volume de montage de prêts hypothécaires et des revenus tirés des prêts hypothécaires aux États-Unis. Une tranche de 17 millions de dollars de l'augmentation de 36 millions ou 3 % des frais autres que d'intérêt a trait à la hausse du coût des prestations de retraite et à des coûts liés aux avantages postérieurs au départ à la retraite. La provision pour pertes sur créances, qui a diminué de 71 millions de dollars ou 35 %, concerne les portefeuilles de prêts aux particuliers et aux petites entreprises et de prêts commerciaux au Canada, de même que RBC Centura.

Le rendement des capitaux propres a augmenté de 270 points de base par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète la hausse du bénéfice ce trimestre et la baisse des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires affectés à ce secteur, comme il avait été précédemment mentionné.

RBC Assurances

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Variation	Pour le trimestre terminé le	
		31 janvier 2003 (1)	31 janvier 2002
Primes	11 %	534 \$	479 \$
Primes acquises	46 %	406 \$	279 \$
Commissions/autres	14 %	48 \$	42 \$
Prestations versées aux titulaires de polices	97 %	(315)\$	(160)\$
Frais d'acquisition	(36)%	(51)\$	(80)\$
Revenus autres que d'intérêt	9 %	88 \$	81 \$
Revenu net d'intérêt	31 %	67 \$	51 \$
Revenus bruts	17 %	155 \$	132 \$
Frais autres que d'intérêt	7 %	101 \$	94 \$
Bénéfice net	29 %	54 \$	42 \$
Rendement des capitaux propres	380 p.b.	26,8 %	23,0 %
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	14 %	800 \$	700 \$

(1) Inclut les résultats des activités au Canada sur une période de quatre mois pour le trimestre terminé le 31 janvier 2003.

Le bénéfice net a connu une hausse de 12 millions de dollars ou 29 % par rapport à l'an dernier, principalement en ce qui concerne le secteur des activités de réassurance IARD et RBC Liberty Insurance. Le bénéfice net de RBC Liberty Insurance a progressé pour s'établir à 6 millions de dollars par rapport à 3 millions l'an dernier, exercice au cours duquel RBC Liberty Insurance a constaté une moins-value de 3 millions au titre de son portefeuille de placements, et engagé des coûts de 3 millions eu égard au déménagement des divisions de services d'impartition et de ventes de logiciels de Genelco.

Les primes ont augmenté de 11 % et les primes acquises ainsi que les prestations versées aux titulaires de polices ont progressé en raison des ajustements au titre des activités de réassurance et de la constatation, sur une période supplémentaire de un mois, des résultats tirés des activités au Canada. La période de déclaration des activités au pays a été modifiée, passant du 31 décembre au 31 janvier, afin de la faire correspondre à celle de RBC. En excluant les résultats sur une période supplémentaire de un mois liés aux activités au pays, les primes ont diminué de 12 millions de dollars ou 2 %, et les frais autres que d'intérêt ont reculé de 9 millions ou 9 %. Bien que les primes aient connu une hausse dans presque tous les secteurs d'activité, les primes tirées des services de réassurance ont baissé de 32 millions de dollars ou 30 %, malgré la hausse des tarifs. Ces résultats reflètent une sélection plus rigoureuse des risques, qui nous a aidés à améliorer la qualité du portefeuille et la rentabilité de ce secteur d'activité.

Le rendement des capitaux propres a progressé de 380 points de base par rapport à l'an dernier, en raison de l'accroissement du bénéfice et malgré une hausse de 100 millions de dollars des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires affectés à ce secteur dont il est fait mention à la page 4.

Analyse supplémentaire – PCGR du Canada

Le bénéfice net s'est chiffré à 47 millions de dollars au premier trimestre de 2003, en hausse de 6 millions comparativement à l'an dernier. Le bénéfice net de RBC Liberty Insurance s'est établi à 3 millions de dollars, en hausse par rapport à (4) millions il y a un an, hausse qui découle principalement des raisons dont il est fait mention ci-dessus. Le bénéfice net déclaré selon les PCGR du Canada est de 7 millions de dollars moins élevé que celui déclaré en vertu des PCGR des États-Unis, en raison des différences dans la comptabilisation des primes d'assurance-vie, des placements, des coûts d'acquisition et des déclarations de sinistres et des provisions pour sinistres à payer liées aux indemnités.

RBC Investissements

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Variation	Pour le trimestre terminé le	
		31 janvier 2003	31 janvier 2002
Revenus bruts	(7)%	884 \$	951 \$
Frais autres que d'intérêt	(12)%	725 \$	828 \$
Bénéfice net	18 %	104 \$	88 \$
Rendement des capitaux propres	360 p.b.	14,7 %	11,1 %
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	(10)%	2 700 \$	3 000 \$

Le bénéfice net a augmenté de 16 millions de dollars ou 18 % par rapport à l'an dernier, malgré la faiblesse des marchés financiers, le volume moindre des transactions effectuées par les clients, et la baisse de valeur des actifs. Le bénéfice net accru reflète une hausse de 23 millions de dollars du bénéfice de RBC Dain Rauscher.

Le bénéfice net de RBC Dain Rauscher s'est établi à 15 millions de dollars, en hausse par rapport à (8) millions l'an dernier, en raison principalement des réductions de coûts découlant de l'intégration des activités de Tucker Anthony Sutro au deuxième trimestre de 2002, d'une baisse des frais de rémunération au titre de la rétention, lesquels sont passés de 36 millions il y a un an à 22 millions, et des résultats solides de sa division des services à revenu fixe. Les frais de rémunération au titre de la rétention de ce secteur devraient se chiffrer à environ 65 millions de dollars en 2003, en baisse comparativement à 107 millions en 2002.

Les revenus ont subi une baisse de 7 %, qui reflète le plus faible volume de services de courtage traditionnel et la baisse de valeur des actifs. Cependant, les charges ont reculé de 12 % en raison des réductions de coûts découlant de l'intégration des activités de Tucker Anthony Sutro et de la baisse des frais de rémunération au titre de la rétention dont il est fait mention ci-dessus, ainsi que de la réduction des frais au titre de la rémunération variable liés aux services de courtage traditionnel.

Le rendement des capitaux propres a augmenté de 360 points de base par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète l'accroissement du bénéfice et la réduction des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires affectés à ce secteur, comme cela est mentionné à la page 4.

RBC Marchés des Capitaux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Variation	Pour le trimestre terminé le	
		31 janvier 2003	31 janvier 2002
Revenus bruts	(5)%	687 \$	721 \$
Frais autres que d'intérêt	2 %	426 \$	418 \$
Provision pour pertes sur créances	(21)%	77 \$	97 \$
Bénéfice net	(21)%	116 \$	146 \$
Rendement des capitaux propres	(260)p.b.	11,1 %	13,7 %
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	(5)%	3 900 \$	4 100 \$

Le bénéfice net a chuté de 30 millions de dollars ou 21 % par rapport à l'an dernier, car la faiblesse des marchés financiers s'est traduite par une baisse du bénéfice tiré des ventes d'actions et des activités de négociation et de banque d'investissement.

La baisse des revenus de 5 % reflète en grande partie les facteurs dont il est fait mention ci-dessus, ainsi qu'une réduction de 5 milliards de dollars des prêts aux entreprises en souffrance (principalement à l'extérieur du Canada), laquelle s'aligne sur la stratégie de la Banque visant à réduire la taille de son portefeuille.

Les frais autres que d'intérêt ont progressé de 8 millions de dollars ou 2 %, en raison principalement des coûts engagés aux fins de la restructuration des services de banque d'investissement et des services d'opérations boursières aux institutions aux États-Unis. En excluant ces deux

facteurs, les frais autres que d'intérêt ont reculé de 4 millions de dollars comparativement à l'an dernier. La charge d'impôts a augmenté de 8 millions de dollars par rapport à il y a un an, malgré le recul du bénéfice avant impôts. Cela est en grande partie imputable à la composition du bénéfice net réalisé dans les diverses juridictions fiscales.

Les activités de Dain Rauscher Wessels ont été intégrées à celles de RBC Marchés des Capitaux au premier trimestre de 2002. Les frais de rémunération au titre de la rétention liés à cette acquisition se sont établis à 8 millions de dollars ce trimestre, en baisse par rapport à 20 millions l'an dernier. Les frais de rémunération au titre de la rétention de ce secteur devraient se chiffrer à 20 millions de dollars en 2003, en baisse par rapport à 51 millions en 2002.

Le rendement des capitaux propres a reculé de 260 points de base par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète la baisse du bénéfice.

Analyse supplémentaire – PCGR du Canada

Le bénéfice net s'est chiffré à 144 millions de dollars au premier trimestre, en hausse de 6 millions comparativement à l'an dernier. Le montant supplémentaire de 28 millions de dollars au titre du bénéfice net déclaré selon les PCGR du Canada par rapport aux PCGR des États-Unis ce trimestre est principalement attribuable à deux éléments. Les gains sur produits dérivés de crédit de 15 millions de dollars après impôts, qui ont été comptabilisés selon les PCGR des États-Unis lors de deux trimestres précédents, ont été constatés ce trimestre conformément aux PCGR du Canada. Par ailleurs, selon les PCGR du Canada, nous n'étions pas tenus de comptabiliser une moins-value après impôts de 13 millions de dollars au titre d'une réduction de valeur durable d'un placement. Un rapprochement des résultats selon les PCGR des États-Unis et ceux du Canada est présenté à la note 2 au bas de la note 5, à la page 27.

RBC Services Internationaux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Variation	Pour le trimestre terminé le	
		31 janvier 2003	31 janvier 2002
Revenus bruts	9 %	212 \$	194 \$
Frais autres que d'intérêt	7 %	144 \$	134 \$
Provision pour pertes sur créances	n.s.	–	2 \$
Bénéfice net	20 %	48 \$	40 \$
Rendement des capitaux propres	450 p.b.	30,2 %	25,7 %
Moyenne des capitaux propres attribuable aux actionnaires ordinaires	–	600 \$	600 \$

n.s. non significatif

Priorité financière : croissance et diversification des revenus

Revenus

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Variation	Pour le trimestre terminé le	
		31 janvier 2003	31 janvier 2002
Revenu net d'intérêt	(3)%	1 803 \$	1 860 \$
Revenus autres que d'intérêt	(1)%	2 161	2 186
Revenus bruts	(2)%	3 964 \$	4 046 \$

Les revenus ont reculé de 82 millions de dollars ou 2 % par rapport au premier trimestre de 2002, en raison surtout de la faiblesse continue des marchés des actions et de la réduction prévue des prêts aux entreprises, principalement à l'extérieur du Canada. Ces prêts sont assortis de faibles marges, ou de ratios de pertes sur prêts tellement élevés et de rendements des capitaux propres tellement bas qu'ils sont inacceptables.

Le bénéfice net a connu une hausse de 8 millions de dollars ou 20 % par rapport à l'an dernier. Les revenus ont progressé de 18 millions de dollars ou 9 %, en raison surtout de l'accroissement des activités de la plateforme Gestion de trésorerie et commerce international. Les charges ont augmenté de 10 millions de dollars ou 7 % comparativement à il y a un an, résultat qui reflète en grande partie la hausse du volume des activités.

Le rendement des capitaux propres a progressé de 450 points de base pour s'établir à 30,2 %, en raison de l'accroissement du bénéfice net.

Autres

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Variation	Pour le trimestre terminé le	
		31 janvier 2003	31 janvier 2002
Revenus bruts	(13)%	67 \$	77 \$
Frais autres que d'intérêt	114 %	(15)\$	(7)\$
Bénéfice net	14 %	33 \$	29 \$
Rendement des capitaux propres	n.s.	6,3 %	85,7 %
Moyenne des capitaux propres attribuable aux actionnaires ordinaires	n.s.	2 000 \$	100 \$

n.s. non significatif

Le bénéfice net a augmenté de 4 millions de dollars comparativement à la période correspondante de 2002.

Le recul important du rendement des capitaux propres reflète en grande partie la hausse considérable des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, lesquels sont passés de 100 millions de dollars l'an dernier à 2 milliards. Cette hausse de 1,9 milliard de dollars reflète la croissance de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires au cours de la dernière année, de même que la réduction de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires attribuée à trois secteurs, comme il est décrit à la page 4. L'excédent des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sur le montant requis pour couvrir les risques au sein de nos cinq secteurs d'exploitation est présenté dans le secteur Autres.

Au cours du trimestre, nous avons constaté un gain de 35 millions de dollars au titre du premier appel public à l'épargne sur la Bourse de Toronto. Ce gain a été neutralisé par les réductions de valeur d'autres placements.

Revenu net d'intérêt

Le revenu net d'intérêt a diminué de 57 millions de dollars ou 3 % comparativement à l'an dernier, résultat qui découle principalement de la diminution des marges et du volume moindre de prêts aux entreprises dont il est fait mention à la page 5.

La marge nette d'intérêt (revenu net d'intérêt exprimé en pourcentage de l'actif moyen) a subi une baisse, passant de 2,01 % l'an dernier à 1,80 %, en raison surtout d'une augmentation des montants et des coûts de capitalisation des actifs générant de faibles taux d'intérêt, tels que les valeurs mobilières.

Revenus autres que d'intérêt

Les revenus autres que d'intérêt ont reculé de 25 millions de dollars ou 1 % par rapport au premier trimestre de 2002.

Les revenus tirés des activités de négociation ont connu une hausse de 19 %, les revenus tirés des activités d'assurance ont augmenté de 16 %, les frais bancaires sur les dépôts et les paiements ont progressé de 10 %, les revenus tirés des activités de titrisation ont enregistré une croissance de 6 %, les commissions de crédit ont augmenté de 3 %, les revenus sur cartes ont progressé de 1 %, et les autres commissions ont connu une hausse de 1 %. Les revenus de change (autres que les revenus tirés des activités de négociation) sont demeurés inchangés, les revenus tirés de la gestion des placements et des services de garde ont reculé de 2 %, les

revenus tirés des fonds communs de placement ont diminué de 7 %, et les commissions sur le marché financier (qui comprennent les commissions liées aux services de courtage traditionnel, aux services de courtage à escompte et aux opérations avec les institutions) ont chuté de 21 %. Les revenus tirés des prêts hypothécaires (qui concernent des prêts hypothécaires montés aux États-Unis) ont subi une baisse de 4 %, mais le total des revenus tirés des activités de prêts hypothécaires aux États-Unis, lesquels comprennent le revenu net d'intérêt, a augmenté en raison de la hausse du volume de montage de prêts.

Priorité financière : contrôle des coûts

Frais autres que d'intérêt

Les frais autres que d'intérêt ont reculé de 50 millions de dollars ou 2 % par rapport au premier trimestre de 2002, résultat qui reflète les réductions de coûts enregistrées par RBC Dain Rauscher (en raison surtout de l'intégration des activités de Tucker Anthony Sutro au deuxième trimestre de 2002 et de la baisse des frais de rémunération au titre de la rétention), ainsi que la diminution des frais au titre de la rémunération variable liés aux services de courtage traditionnel.

Le total des frais de rémunération au titre de la rétention (y compris ceux concernant Dain Rauscher Wessels) a diminué pour s'établir à

30 millions de dollars ce trimestre, comparativement à 56 millions l'an dernier. Le total des frais de rémunération au titre de la rétention devrait se chiffrer à 85 millions de dollars en 2003, en baisse par rapport à 158 millions en 2002.

En raison de la faiblesse des marchés financiers et des pressions que créent les prix concurrentiels, particulièrement dans le secteur des services de détail au Canada, chacun de nos cinq secteurs d'exploitation (notamment RBC Investissements, RBC Marchés des Capitaux et RBC Banque) a pris des mesures afin de continuer à réduire ses dépenses discrétionnaires, de manière à compenser les manques à gagner.

Priorité financière : excellence de la qualité du crédit

Prêts à intérêts non comptabilisés

Les prêts à intérêts non comptabilisés (avant déduction de la provision cumulative pour pertes sur prêts) s'élevaient à 2,4 milliards de dollars au 31 janvier 2003, en hausse de 86 millions par rapport au dernier trimestre. Comme l'indique le tableau au haut de la page 19, cette augmentation concerne le portefeuille des prêts aux entreprises et aux gouvernements. Exprimés en pourcentage du total des prêts et des acceptations, les prêts à intérêts non comptabilisés s'établissaient à 1,33 %, comparativement à 1,27 % au quatrième trimestre de 2002.

Provision pour pertes sur créances

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2003	31 octobre 2002	31 janvier 2002
(en millions de dollars canadiens)			
PCGR des États-Unis			
Provision attribuée	202 \$	220 \$	275 \$
Provision non attribuée	(2)	15	11
Total de la provision pour pertes sur créances	200 \$	235 \$	286 \$
PCGR du Canada			
Provisions spécifiques	200 \$	235 \$	286 \$
Provision générale			
Attribuée	2	(15)	(11)
Non attribuée	(2)	15	11
Total de la provision générale	–	–	–
Total de la provision pour pertes sur créances	200 \$	235 \$	286 \$

Comme l'illustre le tableau ci-contre, le total de la provision pour pertes sur créances s'est chiffré à 200 millions de dollars, en baisse par rapport au dernier trimestre et à l'an dernier. Ce montant comprend une provision liée à un compte du portefeuille de l'énergie en Europe, qui a été classé à titre de prêt à intérêts non comptabilisés au dernier trimestre, contrebalancée en partie par un gain de 14 millions de dollars résultant de la valeur au marché d'un produit dérivé de crédit connexe. La provision de 235 millions de dollars constatée au dernier trimestre comprenait une provision au titre du même compte, qui a été contrebalancée en partie par un gain de 13 millions résultant de la valeur au marché d'un produit dérivé de crédit connexe. Les gains au titre de produits dérivés de crédit dont il est fait mention ci-dessus ont été comptabilisés à titre de revenus autres que d'intérêt en vertu du FAS 133.

Au cours du trimestre, les radiations nettes (radiations, déduction faite des recouvrements) se sont établies à 140 millions de dollars ou 0,31 % de la moyenne des prêts et des acceptations, par rapport à 234 millions ou 0,52 % l'an dernier et à 330 millions ou 0,74 % au dernier trimestre.

Analyse supplémentaire – PCGR du Canada

Comme l'illustre le tableau ci-contre, le total de la provision pour pertes sur créances s'est établi à 200 millions de dollars, en baisse comparativement au dernier trimestre et à l'an dernier. Ce résultat inclut une provision liée à un compte de l'énergie en Europe, qui a été classé à titre de prêt à intérêts non comptabilisés au dernier trimestre, compensée par un gain avant impôts de 29 millions de dollars résultant d'un produit dérivé de crédit connexe. Le gain a été porté aux autres produits.

Les provisions spécifiques, exprimées en pourcentage de la moyenne des prêts, des acceptations et des conventions de revente, s'élèvent à 0,36 % ce trimestre, comparativement à 0,43 % au dernier trimestre (0,31 % ce trimestre si les gains sur les produits dérivés de crédit dont il est fait mention ci-dessus étaient présentés avec la provision pour pertes sur créances).

Priorité financière : gestion du bilan et du capital

Actif

Le total de l'actif se chiffrait à 392 milliards de dollars au 31 janvier 2003, en hausse de 10 milliards ou 3 % par rapport au 31 octobre 2002, et de 34 milliards ou 9 % comparativement au 31 janvier 2002.

Par rapport au 31 octobre 2002, les titres ont progressé de 4,2 milliards de dollars ou 4 %, et les liquidités ont diminué de 0,9 milliard ou 4 %. Les autres actifs ont connu une hausse de 6,0 milliards de dollars ou 10 %, qui est en grande partie attribuable à une hausse de 6,0 milliards des montants se rapportant aux produits dérivés découlant d'une baisse des taux d'intérêt, de l'accroissement des volumes de swaps de taux et des fluctuations de taux de change. Les prêts (avant la provision cumulative pour pertes sur prêts) ont reculé de 0,9 milliard de dollars, malgré le montant de 0,7 milliard supplémentaire attribuable à l'acquisition d'Admiralty Bancorp, Inc. Les prêts aux entreprises et aux gouvernements ont subi une baisse de 1,8 milliard de dollars grâce à nos efforts visant à réduire la taille de notre portefeuille de prêts aux entreprises, résultat qui a largement contrebalancé la croissance des prêts hypothécaires résidentiels de 0,6 milliard et l'augmentation des soldes de cartes de crédit de 0,3 milliard.

Comparativement au 31 janvier 2002, les titres ont progressé de 11,2 milliards de dollars ou 13 %, et les liquidités, de 4,7 milliards ou 30 %. Les autres actifs ont connu une hausse de 9,5 milliards de dollars ou 17 %, qui est en grande partie attribuable à une hausse de 10,6 milliards des montants se rapportant aux produits dérivés découlant d'une baisse des taux d'intérêt et de l'accroissement des volumes de swaps de taux. Les prêts (avant la provision cumulative pour pertes sur prêts) ont connu une hausse de 0,9 milliard de dollars, dont une tranche de 0,7 milliard est attribuable à l'acquisition d'Admiralty Bancorp, Inc. Les prêts hypothécaires résidentiels ont augmenté de 4 milliards de dollars et les soldes de cartes de crédit, de 0,9 milliard, mais les prêts aux entreprises et aux gouvernements ont reculé de 4,3 milliards, résultat qui traduit nos efforts visant à réduire la taille de notre portefeuille de prêts aux entreprises.

Autres – Les autres actifs, qui s'établissent à 14 milliards de dollars, incluent des créances de 789 millions (518 millions de dollars US) de Cooperatieve Centrale Raiffeisen-Boerenleenbank B.A. (« Rabobank ») liées à un produit dérivé faisant l'objet d'un litige avec Rabobank. Une discussion à ce sujet est présentée à la note 3 des Notes complémentaires, à la page 17.

Gestion du risque

Risque de liquidité

La gestion des liquidités a pour objectif de garantir que nous pouvons obtenir, en temps opportun et de façon rentable, les espèces ou les quasi-espèces nécessaires pour satisfaire à nos obligations. Deux éléments clés de notre cadre de gestion des liquidités sont les politiques visant le maintien d'un niveau minimal d'actifs liquides non engagés et les limites précisant le niveau maximal de sorties nettes de liquidités pour des périodes déterminées. Au 31 janvier 2003, nous nous conformions à ces politiques. Ces éléments et les autres éléments du cadre de gestion des liquidités, qui n'ont pas fait l'objet de modifications importantes au cours du dernier trimestre, sont expliqués plus en détail aux pages 56, 57, 62 et 63 de notre rapport annuel 2002.

Nous avons recours à des actifs liquides et à des conventions de revente pour gérer nos liquidités à court terme. Au 31 janvier 2003, les actifs liquides (avant les nantissements) et les biens achetés en vertu de conventions de revente totalisaient 162 milliards de dollars ou 41 % du total de l'actif, en hausse par rapport à 155 milliards ou 41 % au 31 octobre 2002 et à 137 milliards ou 38 % au 31 janvier 2002. Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2003, la moyenne des actifs liquides (avant

Dépôts

Le total des dépôts s'est élevé à 249 milliards de dollars, en hausse de 3,6 milliards ou 1 % par rapport au 31 octobre 2002, et de 12,4 milliards ou 5 % comparativement au 31 janvier 2002. Les dépôts productifs d'intérêt ont progressé de 12,9 milliards de dollars ou 6 % par rapport au 31 janvier 2002, et les dépôts non productifs d'intérêt ont reculé de 0,5 milliard ou 2 % comparativement au 31 janvier 2002.

Capital

La solidité du capital des banques canadiennes est réglementée suivant les lignes directrices établies par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF) fondées sur l'information financière établie conformément aux PCGR du Canada. Le BSIF a établi des ratios de capital cibles en fonction des risques pour les institutions de dépôt au Canada. Celles-ci doivent en effet atteindre des ratios de capital d'au moins 7 % et 10 % respectivement pour le capital de première catégorie et le capital total.

Au 31 janvier 2003, selon les lignes directrices du BSIF et l'information financière établie conformément aux PCGR du Canada, notre ratio du capital de première catégorie s'établissait à 9,4 %, par rapport à 8,8 % au 31 janvier 2002. Le ratio du capital total s'établissait à 12,7 %, en hausse par rapport à 12,3 % au 31 janvier 2002. Ces deux ratios ont dépassé les objectifs que nous nous sommes fixés à moyen terme (de trois à cinq ans), soit 8 % à 8,5 % pour le capital de première catégorie et 11 % à 12 % pour le capital total. L'actif ajusté en fonction des risques se chiffrait à 167,6 milliards de dollars au 31 janvier 2003, soit un résultat en hausse de 1 % par rapport au 31 octobre 2002, et en baisse de 1 % comparativement au 31 janvier 2002.

Ce trimestre, nous avons racheté 0,9 million d'actions ordinaires pour un montant d'environ 50 millions de dollars, soit un prix moyen de 56,90 \$ l'action. Dans le cadre d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto, qui a débuté le 24 juin 2002 et dont la durée est de un an, nous pouvons racheter un maximum de 20 millions d'actions. Depuis le début de ce programme, nous avons racheté 10,7 millions d'actions moyennant une contrepartie de 564 millions de dollars, et 9,3 millions d'actions peuvent encore être rachetées.

les nantissements) et des biens achetés en vertu de conventions de revente totalisait 166 milliards de dollars ou 42 % du total de la moyenne de l'actif, par rapport à 153 milliards ou 40 % au dernier trimestre et à 141 milliards ou 39 % l'an dernier. Au 31 janvier 2003, des titres d'une valeur comptable de 51 milliards de dollars avaient été nantis ou vendus en vertu de conventions de rachat, ou constituaient des engagements afférents à des titres vendus à découvert. Il s'agit là d'un résultat en hausse par rapport à 49 milliards de dollars au 31 octobre 2002 et à 40 milliards au 31 janvier 2002.

Évaluation des risques de marché – activités de négociation

Comme il est expliqué aux pages 55 et 56 de notre rapport annuel 2002, nous établissons, pour la gestion des risques, des politiques et des plafonds en fonction desquels nous surveillons et limitons l'exposition au risque de marché découlant de nos activités de négociation. Ces politiques n'ont pas fait l'objet de modifications importantes au cours du dernier trimestre. Le risque de marché associé aux activités de négociation est géré principalement au moyen d'une méthodologie fondée sur la valeur exposée au risque (VAR).

Le tableau ci-après indique la VAR par catégorie de risque important à la fin du trimestre (haut, moyenne et bas) pour nos activités de négociation combinées pour les trimestres terminés les 31 janvier 2003 et 2002; ce tableau révèle que les montants de la VAR globale du premier trimestre de 2003 ont excédé les niveaux du premier trimestre de 2002. Ce résultat découle principalement d'une amélioration apportée au modèle le 1^{er} juin 2002, qui incorpore maintenant le risque lié aux écarts des obligations de

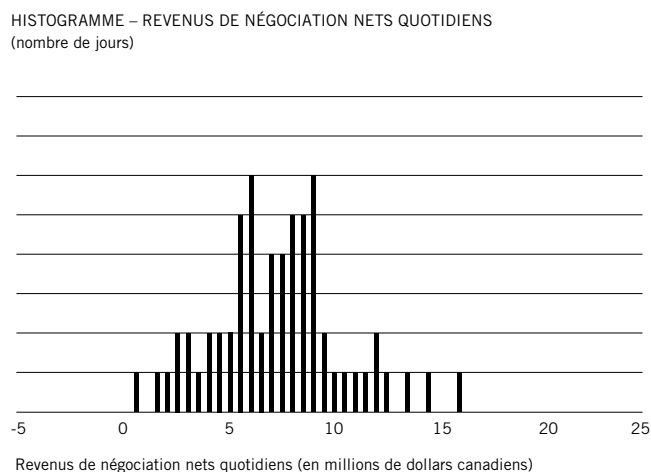
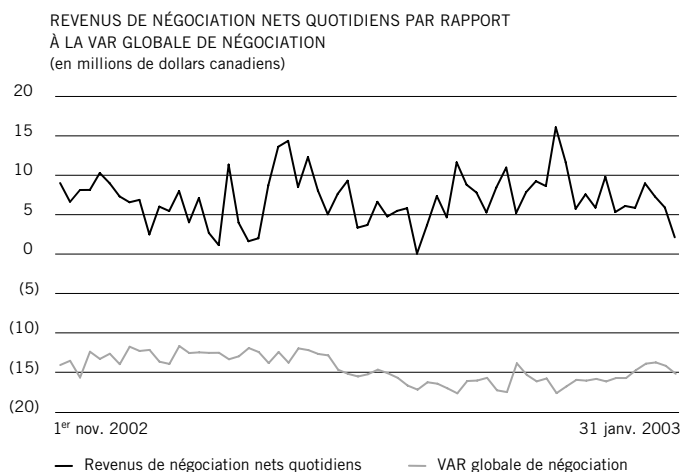
sociétés dans les portefeuilles productifs d'intérêts. Le graphique ci-après illustre les revenus de négociation nets quotidiens par rapport à la VAR globale de négociation, et l'histogramme montre les revenus de négociation nets quotidiens pour le trimestre terminé le 31 janvier 2003. Au cours du premier trimestre, nous n'avons connu aucune séance de négociation marquée par une perte nette.

Activités de négociation (1)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2003				Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2002			
	À la fin	Haut	Moyenne	Bas	À la fin	Haut	Moyenne	Bas
VAR globale par catégorie de risque important								
Titres de participation	7 \$	9 \$	7 \$	5 \$	7 \$	9 \$	8 \$	7 \$
Change et marchandises	2	6	3	1	3	6	3	1
Taux d'intérêt	11	13	11	9	2	6	3	2
VAR globale (2)	15 \$	18 \$	15 \$	12 \$	9 \$	11 \$	9 \$	7 \$

(1) Les montants sont présentés avant impôts et représentent la VAR quotidienne à un niveau de confiance de 99 %.

(2) La VAR globale reflète la corrélation entre chacune des catégories de risque important et l'effet de la diversification.



Faits saillants de l'exploitation

RBC Banque

RBC Centura Banks, Inc. a annoncé qu'elle avait conclu, en janvier 2003, l'acquisition d'Admiralty Bancorp, Inc. (« Admiralty »), dont le siège est situé à Palm Beach Gardens, en Floride. Admiralty a environ 17 500 comptes et un effectif de 120 employés, et son actif s'élève à 578 millions de dollars US. Elle détient et exploite Admiralty Bank, qui offre des services bancaires aux particuliers et aux entreprises par l'entremise de dix succursales situées dans les comtés de Palm Beach, Broward, Brevard, Orange et Seminole.

RBC a lancé un programme de recommandations amélioré afin d'aider son personnel à recommander des clients à d'autres secteurs de RBC Groupe Financier et de mieux répondre aux besoins financiers de ses clients.

RBC Banque Royale est devenue la première institution financière au Canada à lancer un CPG encaissable lié au taux préférentiel pour le Compte de stabilisation du revenu net (CSRN), qui aide les agriculteurs à composer avec les difficultés propres à leur secteur, telles que la sécheresse et d'autres impondérables. Grâce au nouveau CSRN, les clients peuvent désormais choisir entre le CPG Encaissable Taux préférentiel CSRN de RBC, ou des CPG CSRN à échéance fixe, à savoir des certificats de placement garantis à rendement élevé d'une durée de un à cinq ans.

RBC Assurances

Les consommateurs du Québec peuvent maintenant accéder au service de comparaison de soumissions d'assurances automobile et habitation en

ligne de kanetix, la première Place du marché de l'assurance en ligne au Canada. RBC Assurances offre ce service aux consommateurs ontariens depuis janvier 2001.

RBC Investissements

En décembre 2002, RBC Dain Rauscher Inc. a signé une entente définitive portant sur l'acquisition de certains actifs de First Institutional Securities, LLC, à West Paterson, au New Jersey, société fermée qui sert à la fois des clients institutionnels et des particuliers fortunés dans l'ensemble des États-Unis. Cette acquisition permettra à RBC Dain Rauscher d'accroître sa présence sur l'important marché de New York et du New Jersey, et de profiter d'une solide présence dans les secteurs des titres à revenu fixe pour les investisseurs institutionnels et les particuliers. La clôture de cette opération devrait avoir lieu au deuxième trimestre.

RBC Actions en direct a restructuré et rationalisé son processus d'ouverture de nouveaux comptes, ce qui permet aux clients de RBC Banque d'ouvrir un compte en moins de 24 heures, soit une période de temps beaucoup plus courte que la norme du secteur. Ces changements se sont traduits par une augmentation de 8 % du nombre de nouveaux comptes au premier trimestre.

RBC Gestion Mondiale des Investissements a lancé un nouveau service tarifé, *Portefeuille Paramètres*, à savoir des portefeuilles distincts avec mandat de gestion totale tarifés selon les sommes investies.

RBC Marchés des Capitaux

Selon les classements annuels publiés par le *National Post* en 2002, RBC Marchés des Capitaux s'est classé comme le principal preneur ferme de titres de participation et d'obligations au Canada pour une cinquième année d'affilée. En se basant sur le plein montant du crédit, RBC Marchés des Capitaux a agi à titre de placeur pour compte dans le cadre de 169 transactions qui ont permis de réunir des capitaux d'un montant de 26,4 milliards de dollars pour des sociétés canadiennes en 2002.

RBC Marchés des Capitaux a agi à titre de chef de file et de placeur pour compte dans le cadre de l'émission de 300 millions de dollars en titres d'emprunt de BC Gas Inc., qui visait à remplacer une facilité de pré-financement de 250 millions à l'égard de laquelle nous avons également agi à titre de preneur ferme.

En février, RBC Marchés des Capitaux a annoncé des changements organisationnels qui ont donné lieu à la création de deux divisions, à savoir la Division des services mondiaux aux entreprises et Marchés boursiers mondiaux. La séparation des activités de recherche et de banque d'investissement nous permettra de nous concentrer davantage sur notre

clientèle et elle s'aligne davantage sur les modifications réglementaires qui se produisent aux États-Unis.

RBC Services Internationaux

RBC Services Internationaux a conclu une entente avec SecFinex Ltd. visant l'acquisition d'une licence aux fins de l'utilisation de leur système de prêts de titres en ligne à l'échelle mondiale. Cette licence permettra à RBC Services Internationaux d'inclure de puissants services d'accueil en ligne à son principal programme de titres de prêts.

En novembre 2002, par suite du succès de son projet pilote, RBC Services Internationaux a lancé RBC Express, un nouveau service d'information et de transactions en ligne. Ce service procure à nos clients commerciaux un accès sûr et pratique à divers produits traditionnels et nouveaux produits de gestion de la trésorerie. D'autres produits seront offerts par l'entremise de RBC Express au fil du temps. À l'heure actuelle, les services offerts sont les rapports de soldes, les virements intercomptes et les transferts de fichiers.

À propos de La Banque Royale du Canada

La Banque Royale du Canada (symbole du titre au téléscripneur des Bourses de Toronto et de New York : RY) utilise le préfixe RBC pour désigner ses secteurs d'exploitation et ses filiales, qui exercent leurs activités sous la marque RBC Groupe Financier. La Banque Royale du Canada est la plus importante banque au Canada en matière de capitalisation boursière et d'actifs, et elle est l'une des principales sociétés de services financiers diversifiés en Amérique du Nord. Elle offre, à l'échelle mondiale, des services

bancaires aux particuliers et aux entreprises, des services de gestion de patrimoine, des services d'assurance, des services à la grande entreprise et aux marchés des capitaux, et des services de traitement des opérations. La société compte 60 000 employés au service de plus de 12 millions de particuliers, d'entreprises et de clients du secteur public en Amérique du Nord et dans une trentaine de pays partout dans le monde. Pour en savoir davantage, visitez le site Web rbc.com.

Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit, comprises dans le présent rapport trimestriel et dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, dans des rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Ces déclarations prospectives sont faites conformément aux dispositions prévoyant des « mesures refuges » de la *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* des États-Unis. Ces déclarations prospectives comprennent notamment des déclarations relatives à nos objectifs pour 2003 et à moyen et à long terme et des stratégies élaborées afin d'atteindre ces objectifs, de même que des déclarations relatives à nos opinions, projets, attentes, prévisions, estimations et intentions. Les mots « peuvent », « pourraient », « devraient », « soupçonner », « croire », « perspectives », « prévoir », « estimer », « s'attendre », « se proposer », « projeter » et l'emploi du conditionnel ainsi que les mots et expressions semblables visent à dénoter des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives comportent des incertitudes et des risques intrinsèques, généraux et bien précis, et il est possible que les prédictions, prévisions, projections et autres déclarations prospectives ne se matérialisent pas. Nous déconseillons aux lecteurs de se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des plans, objectifs, attentes, estimations et intentions exprimés dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs importants. Ces facteurs comprennent notamment la solidité de l'économie canadienne en général et la solidité des économies locales des régions du Canada où nous exerçons nos activités; la solidité de l'économie américaine et des économies des autres pays où nous effectuons des opérations importantes; l'incidence des modifications de la politique monétaire et fiscale, notamment les modifications des

politiques relatives aux taux d'intérêt de la Banque du Canada et du Board of Governors of the Federal Reserve System des États-Unis; les modifications de la politique en matière de commerce; les effets de la concurrence dans les marchés où nous exerçons nos activités; l'inflation; les fluctuations des marchés financiers et des marchés des devises; la mise au point et le lancement, au moment opportun, de nouveaux produits et services dans des marchés réceptifs; l'incidence des modifications apportées aux lois et règlements qui régissent les services financiers (notamment les services bancaires, les assurances et les valeurs mobilières); les modifications apportées à la législation fiscale; les changements technologiques; notre capacité de mener à bien des acquisitions stratégiques et d'intégrer les acquisitions; les procédures judiciaires ou réglementaires imprévues; les changements imprévus dans les dépenses et les habitudes d'épargne des consommateurs; l'incidence possible, sur nos activités, de conflits internationaux et d'autres faits nouveaux y compris ceux liés à la guerre contre le terrorisme; et la mesure dans laquelle nous prévoyons les risques inhérents aux facteurs qui précèdent et réussissons à les gérer.

Nous informons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs importants n'est pas exhaustive. Les personnes, et notamment les investisseurs, qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres faits et incertitudes. Nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

L'information fournie dans les sites Web mentionnés dans le présent rapport trimestriel ou pouvant être obtenue par l'entremise de ces sites ne fait pas partie dudit rapport trimestriel. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent rapport trimestriel sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

Principales informations financières (non vérifié) (1)

	Variation par rapport au 31 janvier 2002	Pour le trimestre terminé le		
		31 janvier 2003	31 octobre 2002	31 janvier 2002
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants liés aux actions et les pourcentages)				
Résultats				
Revenu net d'intérêt	(3)%	1 803 \$	1 808 \$	1 860 \$
Revenus autres que d'intérêt	(1)	2 161	2 103	2 186
Revenus bruts	(2)	3 964	3 911	4 046
Provision pour pertes sur créances	(30)	200	235	286
Frais autres que d'intérêt	(2)	2 559	2 601	2 609
Bénéfice net	4	767	732	734
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	(20)p.b.	16,9 %	16,3 %	17,1 %
Profit économique (2)	22 %	253 \$	226 \$	208 \$
Données au bilan				
Prêts (avant la provision cumulative pour pertes sur prêts)	1 %	170 607 \$	171 523 \$	169 661 \$
Actif	9	392 226	381 932	358 400
Dépôts	5	248 631	245 040	236 272
Débitures subordonnées	(6)	6 885	6 960	7 340
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	7	17 765	17 240	16 638
Ratios de capital (règles canadiennes) (3)				
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sur l'actif ajusté en fonction des risques	80 p.b.	10,6 %	10,4 %	9,8 %
Ratio du capital de première catégorie	60	9,4 %	9,3 %	8,8 %
Ratio du capital total	40	12,7 %	12,7 %	12,3 %
Ratios de capital (règles américaines) (4)				
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sur l'actif ajusté en fonction des risques	80 p.b.	10,6 %	10,5 %	9,8 %
Ratio du capital de première catégorie	70	8,8 %	8,5 %	8,1 %
Ratio du capital total	50	12,1 %	11,9 %	11,6 %
Information sur les actions ordinaires				
Actions en circulation (en milliers)				
À la fin	(1)%	666 439	665 257	673 596
Moyenne (de base)	(1)	666 006	668 868	674 465
Moyenne (dilué)	(1)	674 035	676 010	679 729
Bénéfice par action				
De base	7 %	1,12 \$	1,06 \$	1,05 \$
Dilué	6	1,10	1,05	1,04
Cours de l'action				
Haut (5)	14 %	59,86 \$	57,55 \$	52,45 \$
Bas (5)	15	53,91	48,80	46,81
À la clôture	11	55,30	54,41	50,00
Dividendes par action	11	0,40	0,40	0,36
Valeur comptable par action – à la fin	8	26,66	25,91	24,70
Capitalisation boursière (en milliards de dollars)	9	36,8	36,2	33,7
Renseignements divers				
Employés (équivalent de travail à plein temps)	26	59 770	59 549	59 744
Guichets automatiques bancaires	(95)	4 488	4 486	4 583
Unités de service				
Au Canada	(10)	1 306	1 311	1 316
À l'étranger	(27)	784	807	811

(1) L'information financière est tirée des états financiers consolidés préparés en vertu des PCGR des États-Unis, sauf indication contraire. Certains termes sont définis dans le glossaire présenté aux pages 103 et 104 du rapport annuel 2002.

(2) Le profit économique représente le bénéfice d'exploitation, selon la comptabilité de caisse (c.-à-d. le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, excluant l'incidence après impôts de l'amortissement des autres actifs incorporels), après déduction d'une charge au titre du coût estimatif des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Pour plus de détails au sujet du profit économique, se reporter à la page 26 du rapport annuel 2002.

(3) Selon les lignes directrices établies par le surintendant des institutions financières Canada (BSIF) et selon l'information financière préparée en vertu des PCGR du Canada.

(4) Selon les lignes directrices établies par le Board of Governors of the Federal Reserve System des États-Unis et selon l'information financière préparée en vertu des PCGR des États-Unis.

(5) Cours intrajournaliers – haut et bas.

États financiers intermédiaires consolidés (non vérifié)**Bilan consolidé** (non vérifié)

	31 janvier 2003	31 octobre 2002	31 janvier 2002
(en millions de dollars canadiens)			
Actif			
Liquidités			
Encaisse et montants à recevoir de banques	3 001 \$	2 534 \$	1 187 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	17 359	18 759	14 433
	20 360	21 293	15 620
Valeurs mobilières			
Titres du compte de négociation (incluant des montants nantis de 6 340 \$, 6 558 \$ et 4 542 \$)	70 501	69 457	62 582
Titres destinés à la vente	29 031	25 896	25 718
	99 532	95 353	88 300
Biens achetés en vertu de conventions de revente	37 874	35 831	30 503
Prêts			
Prêts hypothécaires résidentiels	73 417	72 842	69 438
Prêts aux particuliers	31 956	31 956	31 600
Prêts sur cartes de crédit	5 214	4 914	4 338
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	60 020	61 811	64 285
	170 607	171 523	169 661
Provision cumulative pour pertes sur prêts	(2 267)	(2 203)	(2 345)
	168 340	169 320	167 316
Autres			
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	7 292	8 051	9 057
Montants se rapportant aux produits dérivés	37 300	31 250	26 731
Locaux et matériel	1 612	1 639	1 590
Écart d'acquisition	5 095	5 040	4 975
Autres actifs incorporels	681	665	606
Autres actifs	14 140	13 490	13 702
	66 120	60 135	56 661
	392 226 \$	381 932 \$	358 400 \$
Passif et capitaux propres			
Dépôts			
Au Canada			
Ne portant pas intérêt	21 904 \$	23 222 \$	22 855 \$
Portant intérêt	119 863	119 737	117 007
À l'étranger			
Ne portant pas intérêt	2 833	2 969	2 375
Portant intérêt	104 031	99 112	94 035
	248 631	245 040	236 272
Autres			
Acceptations	7 292	8 051	9 057
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	18 923	17 990	16 815
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat	23 387	21 109	17 412
Montants se rapportant aux produits dérivés	38 433	32 737	27 284
Autres passifs	27 963	29 821	24 467
	115 998	109 708	95 035
Débitures subordonnées	6 885	6 960	7 340
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	1 445	1 469	1 440
Capitaux propres			
Capital-actions			
Actions privilégiées	1 502	1 515	1 675
Actions ordinaires (émises et en circulation : 666 439 266, 665 257 068 et 673 596 156)	7 029	6 963	6 950
Surplus d'apport	80	76	37
Bénéfices non répartis	10 910	10 473	9 683
Autres éléments du résultat global cumulés	(254)	(272)	(32)
	19 267	18 755	18 313
	392 226 \$	381 932 \$	358 400 \$

État consolidé des résultats (non vérifié)

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2003	31 octobre 2002	31 janvier 2002
(en millions de dollars canadiens)			
Revenu d'intérêt			
Prêts	2 617 \$	2 653 \$	2 727 \$
Titres du compte de négociation	496	515	484
Titres destinés à la vente	300	267	293
Biens achetés en vertu de conventions de revente	192	195	162
Dépôts à des banques	111	116	150
	3 716	3 746	3 816
Frais d'intérêt			
Dépôts	1 433	1 463	1 521
Autres passifs	384	377	330
Débiteures subordonnées	96	98	105
	1 913	1 938	1 956
Revenu net d'intérêt	1 803	1 808	1 860
Provision pour pertes sur créances	200	235	286
	1 603	1 573	1 574
Revenus autres que d'intérêt			
Revenus tirés des activités de négociation	544	486	456
Commissions sur le marché financier	400	426	505
Commissions de gestion de placements et de services de garde	282	278	287
Frais bancaires sur les dépôts et les paiements	279	275	254
Revenus tirés des fonds communs de placement	169	170	182
Revenus sur cartes	73	74	72
Revenus tirés des activités hypothécaires	70	57	73
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	67	70	67
Revenus tirés des activités d'assurance	65	61	56
Commissions de crédit	63	52	61
Revenus tirés de la titrisation	34	45	32
Gain (perte) sur la vente de valeurs mobilières	(26)	(98)	1
Autres	141	207	140
	2 161	2 103	2 186
Frais autres que d'intérêt			
Ressources humaines	1 631	1 512	1 643
Frais d'occupation	194	201	188
Matériel	184	201	186
Communications	178	210	187
Honoraires	113	133	103
Amortissement des autres actifs incorporels	19	20	17
Autres	240	324	285
	2 559	2 601	2 609
Bénéfice net avant impôts	1 205	1 075	1 151
Charge d'impôts	410	315	390
Bénéfice net avant part des actionnaires sans contrôle	795	760	761
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	28	28	27
Bénéfice net	767 \$	732 \$	734 \$
Dividendes sur actions privilégiées	23	24	25
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	744 \$	708 \$	709 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	666 006	668 868	674 465
Bénéfice par action (en dollars)	1,12 \$	1,06 \$	1,05 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	674 035	676 010	679 729
Bénéfice dilué par action (en dollars)	1,10 \$	1,05 \$	1,04 \$

État consolidé de la variation des capitaux propres (non vérifié)

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2003	31 octobre 2002	31 janvier 2002
(en millions de dollars canadiens)			
Actions privilégiées			
Solde au début	1 515 \$	1 673 \$	1 990 \$
Rachetées aux fins d'annulation	–	(149)	(315)
Gain ou perte de change relatif aux actions libellées en devises	(13)	(9)	–
Solde à la fin	1 502	1 515	1 675
Actions ordinaires			
Solde au début	6 963	7 017	6 926
Émises	75	22	42
Achetées aux fins d'annulation	(9)	(76)	(18)
Solde à la fin	7 029	6 963	6 950
Surplus d'apport			
Solde au début	76	45	33
Renonciation aux droits à la plus-value des actions, déduction faite des impôts connexes	–	29	–
Options sur actions octroyées	4	2	4
Solde à la fin	80	76	37
Bénéfices non répartis			
Solde au début	10 473	10 326	9 311
Bénéfice net	767	732	734
Dividendes sur actions privilégiées	(23)	(24)	(25)
Dividendes sur actions ordinaires	(267)	(266)	(244)
Prime versée sur les actions ordinaires achetées aux fins d'annulation	(40)	(294)	(90)
Frais d'émission, déduction faite des impôts connexes	–	(1)	(3)
Solde à la fin	10 910	10 473	9 683
Autres éléments du résultat global cumulés, déduction faite des impôts connexes			
Gains et pertes non réalisés sur les titres destinés à la vente	208	202	185
Gains et pertes de change non réalisés, déduction faite des opérations de couverture	(68)	(54)	(45)
Gains et pertes sur les instruments dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(101)	(127)	(155)
Obligation additionnelle au titre des prestations constituées	(293)	(293)	(17)
Solde à la fin	(254)	(272)	(32)
Capitaux propres à la fin	19 267 \$	18 755 \$	18 313 \$
Résultat global, déduction faite des impôts connexes			
Bénéfice net	767 \$	732 \$	734 \$
Autres éléments du résultat global			
Variation des gains et des pertes non réalisés sur les titres destinés à la vente	6	100	(5)
Variation des gains et des pertes de change non réalisés	(155)	(159)	(67)
Incidence de la couverture des gains et pertes de change non réalisés	141	169	60
Variation des gains et des pertes sur les instruments dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	12	(15)	5
Reclassement aux résultats de gains et de pertes liés à la couverture des flux de trésorerie	14	27	30
Obligation additionnelle au titre des prestations constituées	–	(276)	–
Résultat global	785 \$	578 \$	757 \$

État consolidé des flux de trésorerie (non vérifié)

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2003	31 octobre 2002	31 janvier 2002
(en millions de dollars canadiens)			
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation			
Bénéfice net	767 \$	732 \$	734 \$
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation :			
Provision pour pertes sur créances	200	235	286
Amortissement	96	97	98
Amortissement des autres actifs incorporels	19	20	17
Impôts reportés	38	126	(206)
Perte (gain) à la vente de locaux et de matériel	(5)	2	(13)
Gain tiré de la titrisation de prêts	–	(12)	–
Perte (gain) sur la vente de titres destinés à la vente	26	98	(1)
Variation de l'actif et du passif d'exploitation :			
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	48	(83)	(129)
Impôts exigibles	(124)	116	336
Actifs se rapportant aux produits dérivés	(6 050)	(82)	1 911
Passifs se rapportant aux produits dérivés	5 696	(623)	(2 164)
Titres du compte de négociation	(1 044)	(1 687)	(4 169)
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	933	2 164	778
Autres	(2 505)	2 451	637
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	(1 905)	3 554	(1 885)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Variation des dépôts productifs d'intérêts à des banques	1 400	(1 491)	1 291
Variation des prêts, déduction faite de la titrisation de prêts	937	(904)	1 257
Produit tiré de la titrisation de prêts	–	201	–
Produit tiré de la vente de titres destinés à la vente	3 367	3 522	3 322
Produit tiré de l'arrivée à échéance de titres destinés à la vente	5 465	4 473	3 349
Acquisitions de titres destinés à la vente	(11 251)	(9 146)	(9 661)
Acquisitions nettes de locaux et de matériel	(69)	(125)	(82)
Variation des biens achetés en vertu de conventions de revente	(2 043)	(893)	5 367
Flux de trésorerie nets provenant de (affectés à) l'acquisition de filiales	(194)	60	–
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement	(2 388)	(4 303)	4 843
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Variation des dépôts au Canada	(1 192)	4 159	(696)
Variation des dépôts à l'étranger	3 914	(5 369)	1 281
Émission de débentures subordonnées	–	–	635
Débentures subordonnées rachetées	–	(400)	(41)
Actions privilégiées rachetées aux fins d'annulation	–	(149)	(315)
Frais d'émission	–	(1)	(3)
Émission d'actions ordinaires	71	19	28
Actions ordinaires achetées aux fins d'annulation	(49)	(370)	(108)
Dividendes versés	(289)	(281)	(276)
Variation des engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat	2 278	1 479	(3 452)
Variation des emprunts à court terme des filiales	27	1 969	(616)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement	4 760	1 056	(3 563)
Variation nette de l'encaisse et des montants à recevoir de banques	467	307	(605)
Encaisse et montants à recevoir de banques au début	2 534	2 227	1 792
Encaisse et montants à recevoir de banques à la fin	3 001 \$	2 534 \$	1 187 \$
Présentation d'informations supplémentaires relatives aux flux de trésorerie			
Intérêts versés durant la période	1 948 \$	1 966 \$	2 341 \$
Impôts sur les bénéfices payés durant la période	759 \$	107 \$	192 \$

Notes complémentaires (non vérifié)

Ces états financiers intermédiaires consolidés non vérifiés doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2002. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de la période courante.

Note 1 Principales conventions comptables

Ces états financiers intermédiaires consolidés non vérifiés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») des États-Unis et en fonction des mêmes conventions comptables que celles qui sont présentées à la note 1 des états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2002 (pages 72 à 75 du rapport annuel 2002), sous réserve des renseignements ci-après.

Garanties

En novembre 2002, le Financial Accounting Standards Board (le « FASB ») a publié le bulletin d'interprétation n° 45 (le « FIN 45 »), *Guarantor's Accounting and Disclosure Requirements for Guarantees, Including Indirect Guarantees of Indebtedness of Others*. Ces directives viennent compléter les directives comptables antérieures, et exigent que les sociétés qui agissent à titre de garant présentent des informations plus détaillées à propos de certaines garanties dans leurs états financiers annuels et intermédiaires publiés après le 15 décembre 2002. Le FIN 45 exige que le garant constate, à l'entrée en vigueur de la garantie, un passif correspondant à la juste valeur de son obligation au titre de la garantie accordée. Les exigences de constatation et de mesure initiales du passif s'appliquent sur une base prospective aux garanties établies ou modifiées après le 31 décembre 2002. L'adoption du FIN 45 n'a pas eu une incidence importante sur notre situation financière ni sur nos résultats d'exploitation. Nous continuons à évaluer notre portefeuille de produits et nos engagements contractuels.

Dans le cours normal de nos activités, nous concluons de nombreuses ententes qui peuvent comporter des éléments répondant à la définition de « garantie » aux termes du FIN 45. En vertu de ce dernier, une garantie est un contrat (y compris un engagement d'indemnisation) qui peut éventuellement nous obliger à faire un paiement (soit sous forme d'espèces, d'instruments financiers, d'autres actifs, de l'émission de nos actions ou de la prestation de services) à une contrepartie par suite i) de la variation d'un taux d'intérêt, d'un taux de change, du cours d'un titre ou d'une marchandise, d'un indice ou d'un autre élément qui est lié à un actif, à un passif ou à un titre participatif de la contrepartie, ii) de l'inexécution d'une obligation contractuelle par un tiers ou iii) du défaut, par un tiers, de rembourser sa dette au moment où celle-ci devient exigible.

Les garanties importantes que nous avons accordées à des tiers comprennent ce qui suit :

Lettres de crédit de soutien et garanties d'exécution

Les lettres de crédit de soutien et les garanties d'exécution constituent des engagements irrévocables de notre part d'effectuer les paiements d'un client qui ne pourrait pas respecter ses obligations envers des tiers. La durée à l'échéance de ces garanties est la même que celle de la dette connexe, qui peut atteindre quatre ans. Notre politique en ce qui a trait aux biens donnés en garantie à l'égard de ces instruments est habituellement la même que celle qui s'applique aux prêts. Nous avons constaté un montant de 4,4 millions de dollars au bilan consolidé relativement à ces garanties, qui ont été établies le 1^{er} janvier 2003 ou après cette date.

Facilités de liquidité

Nous fournissons des facilités de garantie de liquidités dans le cadre de programmes de papier commercial adossé à des créances mobilières (« programmes ») administrés par nous et par des tiers, à titre de source de financement de rechange advenant le cas où lesdits programmes ne soient pas en mesure d'accéder aux marchés du papier commercial et, dans certaines circonstances précises, lorsque les mesures de rendement prédéterminées des actifs financiers que ces structures détiennent ne sont pas respectées. La durée des facilités de liquidité peut atteindre un an. Les modalités des facilités de garantie de liquidités ne nous obligent pas à avancer des fonds aux programmes en cas de faillite ni pour acheter des actifs non productifs ou non remboursés. Aucune des facilités de garantie de liquidités que nous avons fournies n'a été utilisée. En raison de l'application prospective du FIN 45, aucun montant n'a été constaté au bilan consolidé au titre de ces facilités.

Rehaussements de crédit

Les rehaussements de crédit partiels que nous fournissons aux structures d'accueil multicédantes que nous administrons visent à protéger les investisseurs porteurs de papier commercial advenant le cas où le rehaussement de crédit de tiers lié aux portefeuilles d'actifs ne soit pas assez élevé pour empêcher un défaut de paiement eu égard à un ou plusieurs de ces portefeuilles. Chaque portefeuille d'actifs est structuré de manière à obtenir une cote de titre de bonne qualité au moyen du rehaussement de crédit relatif à chaque opération. La durée de ces facilités de crédit s'établit entre un an et cinq ans. En raison de l'application prospective du FIN 45, aucun montant n'a été constaté au bilan consolidé au titre de ces rehaussements de crédit.

Produits dérivés

Nous utilisons des produits dérivés de crédit qui constituent des ententes contractuelles de gré à gré visant la compensation d'un acheteur (une société ou une entité gouvernementale) dans le cas où ce dernier subirait une perte financière par suite d'un événement de crédit se rapportant à un engagement précis, comme une obligation ou

un prêt. La durée à l'échéance de ces produits dérivés de crédit varie selon les contrats. Nous avons constaté un montant de 157 millions de dollars au bilan consolidé relativement aux produits dérivés de crédit en cours au 31 janvier 2003.

Nous utilisons également des options vendues, qui sont des ententes contractuelles en vertu desquelles nous accordons à l'acheteur (une société ou une entité gouvernementale) le droit, mais ne lui imposons pas l'obligation, de vendre, à une date déterminée ou avant cette date, un montant établi d'un instrument financier à un prix déterminé d'avance. Les options vendues qui répondent habituellement à la définition de « garantie » comprennent les contrats de change, les dérivés sur titres de participation et certains dérivés sur marchandises. La durée à l'échéance de ces options varie selon les contrats. Nous avons constaté un montant de 108 millions de dollars au bilan consolidé relativement aux options vendues en cours au 31 janvier 2003.

Cessions d'entreprises

Lors d'une cession partielle ou complète d'entreprise, il arrive que nous acceptions d'accorder une indemnisation relative à des réclamations se rapportant à notre exploitation antérieure de l'entreprise, en plus des possibles indemnités liées aux clauses d'inexécution, d'assertion inexacte et de manquement à une garantie. Habituellement, la durée et le montant de l'indemnisation sont limités par l'entente. La nature de ces ententes d'indemnisation nous empêche d'estimer le montant maximal potentiel que nous pourrions être tenus de verser aux contreparties. En raison de l'application prospective du FIN 45, aucun montant n'a été constaté au bilan consolidé au titre de ces ententes d'indemnisation.

Acquisition d'entreprise

Au mois de juin 2002, nous avons acquis l'actif de la branche de gestion privée de Barclays Bank PLC dans les Amériques. Les actifs ont été acquis en contrepartie d'un montant en espèces initial d'environ 111 millions de dollars US. Une contrepartie additionnelle de 45 millions de dollars US, conditionnelle au volume d'affaires conservé, pourrait devoir être versée au cours de l'année suivant l'acquisition. Aucun montant n'a été constaté au bilan consolidé relativement à cette contrepartie conditionnelle.

Prêts hypothécaires vendus avec garantie

Aux termes de diverses ententes conclues avec des investisseurs, nous pouvons être tenus de racheter des prêts hypothécaires montés aux États-Unis et vendus à un investisseur si le prêt n'est pas assuré pendant une durée excédant un an; nous pouvons aussi être tenus de rembourser toute prime reçue si les prêts hypothécaires font l'objet d'un remboursement anticipé ou d'un défaut de paiement dans les 120 jours qui suivent la vente. Les prêts hypothécaires sont entièrement garantis par des propriétés résidentielles. Nous avons constaté un montant de 0,4 million de dollars US au bilan consolidé relativement aux prêts hypothécaires vendus le 1^{er} janvier 2003 ou après cette date.

Ententes d'indemnisation avec des administrateurs et des dirigeants

Nous avons conclu des ententes d'indemnisation avec nos administrateurs et nos dirigeants, avec d'anciens administrateurs et dirigeants et avec des personnes qui, à notre demande, ont agi à titre d'administrateur ou de dirigeant pour une entité dont nous sommes l'actionnaire ou le créancier. Ces ententes visent à les indemniser, dans la mesure où la loi le permet, de tous les frais et de toute obligation, charge ou somme versée en règlement d'une réclamation ou de dommages-intérêts découlant de toute poursuite ou procédure judiciaire, administrative ou d'enquête dont les administrateurs et dirigeants pourraient faire l'objet par suite de l'exécution de leurs fonctions. La durée de ces ententes d'indemnisation est assujettie aux limites légales ou réglementaires applicables. La nature de ces ententes d'indemnisation nous empêche d'estimer de façon raisonnable le montant maximal potentiel que nous pourrions être tenus de verser aux contreparties. Nous avons acquis une assurance responsabilité relativement à nos administrateurs et dirigeants. Aucun montant n'a été constaté au bilan consolidé au titre de ces ententes d'indemnisation.

Autres types d'ententes d'indemnisation

Nous avons conclu des ententes d'indemnisation avec nos administrateurs et nos dirigeants, avec d'anciens administrateurs et dirigeants et avec des personnes qui, à notre demande, ont agi à titre d'administrateur ou de dirigeant pour une entité dont nous sommes l'actionnaire ou le créancier. Ces ententes visent à les indemniser, dans la mesure où la loi le permet, de tous les frais et de toute obligation, charge ou somme versée en règlement d'une réclamation ou de dommages-intérêts découlant de toute poursuite ou procédure judiciaire, administrative ou d'enquête dont les administrateurs et dirigeants pourraient faire l'objet par suite de l'exécution de leurs fonctions. La durée de ces ententes d'indemnisation est assujettie aux limites légales ou réglementaires applicables. La nature de ces ententes d'indemnisation nous empêche d'estimer de façon raisonnable le montant maximal potentiel que nous pourrions être tenus de verser aux contreparties. Nous avons acquis une assurance responsabilité relativement à nos administrateurs et dirigeants. Aucun montant n'a été constaté au bilan consolidé au titre de ces ententes d'indemnisation.

Montant maximal potentiel des paiements futurs au titre des garanties

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2003
Lettres de crédit de soutien	10 376 \$
Garanties d'exécution	3 218
Facilités de liquidité	25 452
Rehaussements de crédit	2 045
Produits dérivés de crédit	9 332
Options vendues	8 475
Acquisition d'entreprise	68
Prêts hypothécaires vendus avec garantie	753

Consolidation des entités ad hoc

Le 17 janvier 2003, le FASB a publié le bulletin d'interprétation n° 46 (le « FIN 46 »), *Consolidation of Variable Interest Entities*. Ce bulletin précise l'application de l'Accounting Research Bulletin No. 51, intitulé *Consolidated Financial Statements*, aux entités ad hoc dans lesquelles les investisseurs ne détiennent pas une « participation financière majoritaire » ou dont les titres de participation à risque ne sont pas suffisants pour permettre à l'entité de financer ses activités sans le soutien financier subordonné supplémentaire d'autres parties. Le FIN 46 exige la consolidation d'une entité ad hoc par son « principal bénéficiaire »; celui-ci est défini comme la partie qui obtient ou assume les principaux bénéfices résiduels et risques de perte découlant des activités de l'entité ad hoc. Le bulletin d'interprétation s'applique avec prise d'effet immédiate à toutes les entités ad hoc créées après le 31 janvier 2003, et à compter du début de la première période de déclaration intermédiaire ou annuelle ouverte après le 15 juin 2003 dans le cas des entités ad hoc créées avant le 1^{er} février 2003.

En ce qui concerne les entités ad hoc, notre évaluation initiale de l'application du FIN 46 a déterminé ce qui suit :

Titrisation des actifs financiers des clients

Nous administrons des programmes de papier commercial adossé à des créances mobilières offerts par des fonds multicédants, qui achètent des actifs financiers aux clients (dont le montant totalisait 24 milliards de dollars au 31 janvier 2003) et financent ces achats en émettant du papier commercial adossé à des créances mobilières. Le papier commercial des fonds multicédants est sans garantie (sauf lorsque nous sommes partie à des facilités de liquidité ou à des rehaussements de crédit), et nous n'avons aucun droit sur les actifs détenus par les fonds multicédants. Nous fournissons également des facilités de garantie de liquidités et des rehaussements de crédit partiels aux fonds multicédants, pour des montants de 22 milliards de dollars et de 2 milliards, respectivement, au 31 janvier 2003. Ces montants sont inclus dans les données présentées plus haut à l'égard des garanties, et représentent la perte maximale que nous pourrions subir. Il est raisonnablement possible que nous devions consolider ces montants si les modalités existantes des ententes liées aux fonds multicédants ne sont pas modifiées avant la date de prise d'effet du FIN 46.

Gestion des actifs

Nous agissons à titre de gestionnaire de garanties pour plusieurs fonds multicédants d'obligations garanties par des créances, qui investissent dans des prêts à terme avec levier financier consentis par la Banque, dans des obligations à rendement élevé et

Bénéfice net pro forma et bénéfice par action pro forma

(en millions de dollars, sauf les montants par action)

	Tel que déclaré, pour le trimestre terminé le			Données pro forma, pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2003	31 octobre 2002	31 janvier 2002	31 janvier 2003	31 octobre 2002	31 janvier 2002
Bénéfice net	767 \$	732 \$	734 \$	757 \$	727 \$	727 \$
Bénéfice par action	1,12	1,06	1,05	1,10	1,05	1,04
Bénéfice dilué par action	1,10	1,05	1,04	1,09	1,04	1,03

Note 2 | Acquisition**Admiralty Bancorp, Inc.**

Le 29 janvier 2003, RBC Centura Banks, Inc., une filiale en propriété exclusive de la Banque Royale du Canada, a acquis la totalité des actions en circulation de Admiralty Bancorp, Inc. La contrepartie en espèces versée au titre de l'acquisition s'est chiffrée à environ 153 millions de dollars US. L'excédent du prix d'achat sur la juste valeur de l'actif corporel net acquis a initialement été attribué aux actifs incorporels liés à des dépôts de base de 15 millions de dollars US, et la tranche résiduelle de quelque 95 millions de dollars US a été attribuée à l'écart d'acquisition. Les actifs incorporels liés à des dépôts de base seront amortis linéairement sur dix ans.

Note 3 | Éventualités

Le 21 juin 2002, soit une semaine avant la date où elle devait verser à la Banque Royale du Canada un montant de 517 millions de dollars US (plus les intérêts courus), conformément aux conditions d'un swap sur rendement total inscrit au poste Autres actifs, Cooperatieve Centrale Raiffeisen-Boerenleenbank B.A. (« Rabobank »)

dans du crédit mezzanine aux entreprises. Au 31 janvier 2003, le capital nominal de ces fonds multicédants d'obligations garanties par des créances que nous gérons se chiffrait à 988 millions de dollars US. Au 31 janvier 2003, nous avons une participation de 9,5 millions de dollars US (représentant la perte maximale que nous pourrions subir) dans la tranche « premier risque » d'un fonds multicédant d'obligations garanties par des créances dont les actifs s'élevaient à 300 millions de dollars US; nous avons consolidé ce fonds. Nous procédons actuellement à l'évaluation de tous nos fonds multicédants d'obligations garanties par des créances pour déterminer si nous en sommes le principal bénéficiaire en vertu du FIN 46.

Création de produits de placement

Nous offrons des services de réorganisation d'entités ad hoc afin de créer des produits de crédit uniques qui répondent aux besoins des investisseurs ayant des exigences précises. Nous pouvons conclure des contrats sur produits dérivés avec ces entités afin de modifier divers facteurs de risque, tels que les risques de rendement, de change et de crédit liés aux actifs sous-jacents, et de répondre ainsi aux besoins de nos clients. Nous transférons des actifs à ces entités à titre de garantie pour les effets émis, qui ne répondent pas aux critères de la norme FAS 140 pour la comptabilisation comme une vente. Par conséquent, au 31 janvier 2003, nous avons inscrit au bilan consolidé un montant de 546 millions de dollars au titre de ces actifs. Nous conservons et assumons tous les avantages et risques économiques liés à ces actifs. Nous détenons pour un montant de 190 millions de dollars, au 31 janvier 2003, d'effets émis par ces entités. Il est raisonnablement possible que nous devions consolider certaines de ces structures d'accueil.

Titrisation de nos actifs financiers

Nous titrisons nos créances sur cartes de crédit par l'entremise de structures d'accueil, auxquelles nous vendons des titres hypothécaires. Nous ne prévoyons pas avoir à consolider ces structures d'accueil en vertu du FIN 46, soit parce que nous répondons aux critères d'exonération établis dans le FIN 46, soit parce que nous n'en sommes pas le principal bénéficiaire.

Nous continuons à évaluer, à la lumière du FIN 46, d'autres structures d'accueil liées principalement à nos activités de gestion des investissements et de compensation. À l'heure actuelle, nous ne sommes pas en mesure de déterminer si elles devront être consolidées.

Rémunération à base d'actions

Nous avons adopté prospectivement la méthode de la juste valeur recommandée dans la norme FAS 123, *Accounting for Stock-Based Compensation*, eu égard aux nouvelles attributions octroyées après le 1^{er} novembre 2002. Cela a donné lieu à la constatation, ce trimestre, d'une charge de rémunération supplémentaire de 1,4 million de dollars au titre des options sur actions octroyées au cours du présent exercice. Nous avons déterminé la juste valeur de ces options, à savoir 11,60 \$, à l'aide d'un modèle d'évaluation des options fondé sur les hypothèses suivantes : i) taux d'intérêt hors risque de 4,61 %; ii) durée prévue de l'option de six ans; iii) taux de volatilité prévu de 20 %; iv) taux de dividendes prévu de 2,95 %

Le tableau suivant présente l'information pro forma qui reflète l'incidence de la méthode de la juste valeur sur les attributions octroyées avant le 1^{er} novembre 2002 :

	Tel que déclaré, pour le trimestre terminé le			Données pro forma, pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2003	31 octobre 2002	31 janvier 2002	31 janvier 2003	31 octobre 2002	31 janvier 2002
Bénéfice net	767 \$	732 \$	734 \$	757 \$	727 \$	727 \$
Bénéfice par action	1,12	1,06	1,05	1,10	1,05	1,04
Bénéfice dilué par action	1,10	1,05	1,04	1,09	1,04	1,03

a intenté une poursuite contre nous devant un tribunal de l'État de New York en vue de faire annuler son obligation en vertu du swap. Le 24 juin 2002, nous avons entamé des procédures contre Rabobank auprès de la Haute Cour de Londres, alléguant que Rabobank avait répudié son obligation en vertu du swap. Le 31 juillet 2002, nous avons déposé une motion visant le rejet ou l'arrêt des procédures intentées dans l'État de New York. Le tribunal de l'État de New York a instruit et rejeté cette motion. Le 27 septembre 2002, Rabobank a déposé une demande pour arrêter les procédures que nous avons entamées auprès de la Haute Cour de Londres. Cette dernière a instruit et rejeté cette demande. Par conséquent, les procédures intentées dans l'État de New York et celles entamées auprès de la Haute Cour de Londres se poursuivent. La direction s'attend à recouvrer la totalité du montant en question et, par conséquent, n'a pas constitué de provision pour pertes à cet égard.

Nous faisons l'objet de diverses poursuites judiciaires qui contestent le bien-fondé de certaines de nos pratiques ou mesures. Plusieurs de ces poursuites ont trait à des prêts et s'élevaient contre les dispositions prises par nous et nos filiales pour recouvrer des prêts en souffrance et exercer nos droits quant aux biens donnés en garantie de ces prêts. De l'avis de la direction, le montant global du passif éventuel lié à ces poursuites ne sera pas important.

Note 4 Résultats par secteur d'exploitation et par secteur géographique

a) Résultats trimestriels par secteur d'exploitation (1)

(en millions de dollars canadiens)	RBC Banque			RBC Assurances			RBC Investissements			RBC Marchés des Capitaux		
	T1 03	T4 02	T1 02	T1 03	T4 02	T1 02	T1 03	T4 02	T1 02	T1 03	T4 02	T1 02
Revenu net d'intérêt (2)	1 394 \$	1 426 \$	1 427 \$	67 \$	65 \$	51 \$	116 \$	96 \$	98 \$	109 \$	104 \$	178 \$
Revenus autres que d'intérêt	565	505	544	88	107	81	768	784	853	578	540	543
Revenus bruts	1 959	1 931	1 971	155	172	132	884	880	951	687	644	721
Provision pour pertes sur créances	130	122	201	-	-	-	-	1	(1)	77	117	97
Frais autres que d'intérêt	1 178	1 161	1 142	101	121	94	725	733	828	426	407	418
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	239	246	239	-	-	(4)	55	50	36	68	24	60
Bénéfice net	412 \$	402 \$	389 \$	54 \$	51 \$	42 \$	104 \$	96 \$	88 \$	116 \$	96 \$	146 \$

	RBC Services Internationaux			Autres			Total		
	T1 03	T4 02	T1 02	T1 03	T4 02	T1 02	T1 03	T4 02	T1 02
Revenu net d'intérêt (2)	45 \$	33 \$	34 \$	72 \$	84 \$	72 \$	1 803 \$	1 808 \$	1 860 \$
Revenus autres que d'intérêt	167	170	160	(5)	(3)	5	2 161	2 103	2 186
Revenus bruts	212	203	194	67	81	77	3 964	3 911	4 046
Provision pour pertes sur créances	-	3	2	(7)	(8)	(13)	200	235	286
Frais autres que d'intérêt	144	137	134	(15)	42	(7)	2 559	2 601	2 609
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	20	19	18	56	4	68	438	343	417
Bénéfice net	48 \$	44 \$	40 \$	33 \$	43 \$	29 \$	767 \$	732 \$	734 \$

b) Résultats trimestriels par secteur géographique (1)

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2003				31 octobre 2002				31 janvier 2002			
	Canada	É.-U.	Autres pays	Total	Canada	É.-U.	Autres pays	Total	Canada	É.-U.	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêt (2)	1 404 \$	347 \$	52 \$	1 803 \$	1 407 \$	343 \$	58 \$	1 808 \$	1 422 \$	293 \$	145 \$	1 860 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 028	780	353	2 161	959	804	340	2 103	1 116	807	263	2 186
Revenus bruts	2 432	1 127	405	3 964	2 366	1 147	398	3 911	2 538	1 100	408	4 046
Provision pour pertes sur créances	103	41	56	200	84	105	46	235	152	131	3	286
Frais autres que d'intérêt	1 428	911	220	2 559	1 429	958	214	2 601	1 468	939	202	2 609
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	363	66	9	438	311	18	14	343	392	(3)	28	417
Bénéfice net	538 \$	109 \$	120 \$	767 \$	542 \$	66 \$	124 \$	732 \$	526 \$	33 \$	175 \$	734 \$

(1) Aux fins de la présentation de l'information de gestion, nos activités sont regroupées au sein des secteurs d'exploitation suivants : RBC Banque, RBC Assurances, RBC Investissements, RBC Marchés des Capitaux et RBC Services Internationaux. Le secteur Autres comprend principalement la trésorerie générale, les groupes fonctionnels, les groupes technologie et systèmes et les activités liées à l'immobilier. Aux fins des achats et des ventes intersectoriels de services, les secteurs d'exploitation n'ont pas de lien de dépendance. L'établissement des prix de cession interne des fonds cédés ou acquis, les commissions, ainsi que les frais et le crédit liés aux services fournis sont généralement basés sur les prix du marché. Aux fins de la présentation de l'information sur une base géographique, nos activités sont regroupées au sein des secteurs géographiques suivants : Canada, États-Unis et Autres pays. Les activités des centres des marchés monétaires internationaux basées au Canada sont incluses dans les secteurs États-Unis et Autres pays.

(2) Le revenu net d'intérêt est présenté déduction faite de l'équivalent imposable. La majoration au montant imposable équivalent n'est pas importante.

Annexe : Information relative au crédit (non vérifié) (1)**Prêts à intérêts non comptabilisés** (2)

	31 janvier 2003	31 octobre 2002	31 juillet 2002	30 avril 2002	31 janvier 2002
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)					
Prêts à intérêts non comptabilisés					
Prêts hypothécaires résidentiels	132 \$	131 \$	149 \$	154 \$	172 \$
Prêts aux particuliers	293	306	310	317	318
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	1 949	1 851	1 912	2 058	2 223
Total	2 374 \$	2 288 \$	2 371 \$	2 529 \$	2 713 \$
Prêts à intérêts non comptabilisés, en pourcentage des prêts et des acceptations connexes					
Prêts hypothécaires résidentiels	0,18 %	0,18 %	0,21 %	0,22 %	0,25 %
Prêts aux particuliers	0,92 %	0,96 %	0,96 %	0,98 %	1,01 %
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	2,90 %	2,65 %	2,67 %	2,85 %	3,03 %
Total	1,33 %	1,27 %	1,32 %	1,41 %	1,52 %

Provision cumulative pour pertes sur créances

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2003	31 octobre 2002	31 janvier 2002
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)			
Provision cumulative au début	2 314 \$	2 332 \$	2 392 \$
Provision pour pertes sur créances	200	235	286
Radiations			
Prêts hypothécaires résidentiels	(1)	(3)	(3)
Prêts aux particuliers	(80)	(86)	(107)
Prêts sur cartes de crédit	(43)	(38)	(45)
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	(62)	(269)	(125)
	(186)	(396)	(280)
Recouvrements			
Prêts aux particuliers	17	17	16
Prêts sur cartes de crédit	9	9	10
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	20	40	20
	46	66	46
Radiations nettes	(140)	(330)	(234)
Acquisition de Admiralty Bancorp, Inc.	8	-	-
Ajustements	(6)	77	15
Provision cumulative à la fin	2 376 \$	2 314 \$	2 459 \$
Radiations nettes (en excluant les pays en développement), en pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations	0,31 %	0,66 %	0,52 %
Radiations nettes, en pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations	0,31 %	0,74 %	0,52 %
Répartition de la provision cumulative			
Prêts hypothécaires résidentiels	40 \$	41 \$	49 \$
Prêts aux particuliers	467	465	481
Prêts sur cartes de crédit	152	152	152
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	1 469	1 405	1 541
Provision cumulative attribuée	2 128	2 063	2 223
Provision cumulative non attribuée	248	251	236
Total	2 376 \$	2 314 \$	2 459 \$
Composantes de la provision cumulative			
Provisions spécifiques attribuées	954 \$	894 \$	1 018 \$
Provision attribuée à l'égard des risques-pays	-	-	29
Provision générale attribuée	1 174	1 169	1 176
Total de la provision cumulative attribuée	2 128	2 063	2 223
Provision cumulative non attribuée	248	251	236
Total	2 376 \$	2 314 \$	2 459 \$
Répartition			
Provision cumulative pour pertes sur prêts	2 267 \$	2 203 \$	2 345 \$
Provision cumulative pour éléments hors bilan et autres	109	109	109
Provision cumulative pour titres exonérés d'impôt	-	2	5
Total	2 376 \$	2 314 \$	2 459 \$
Provision cumulative pour pertes sur prêts, en pourcentage des prêts et des acceptations	1,3 %	1,2 %	1,3 %
Provision cumulative pour pertes sur prêts, en pourcentage des prêts, des acceptations et des conventions de revente	1,1 %	1,0 %	1,1 %
Provision cumulative pour pertes sur prêts, en pourcentage des prêts à intérêts non comptabilisés (ratio de couverture), en excluant les pays en développement	95 %	96 %	86 %

(1) Les mesures financières sont tirées des états financiers consolidés dressés conformément aux PCGR des États-Unis, sauf indication contraire. Certaines définitions sont présentées dans le glossaire figurant aux pages 103 et 104 du rapport annuel 2002.

(2) Les prêts à intérêts non comptabilisés sont présentés à leurs montants bruts.

Principales informations financières (non vérifié) (1)

(en millions de dollars, sauf les montants liés aux actions et les pourcentages)	Variation par rapport au 31 janvier 2002	Pour le trimestre terminé le		
		31 janvier 2003	31 octobre 2002	31 janvier 2002
Résultats				
Revenu net d'intérêt	(4)%	1 790 \$	1 805 \$	1 858 \$
Autres produits	1	2 247	2 043	2 223
Revenus bruts	(1)	4 037	3 848	4 081
Provision pour pertes sur créances	(30)	200	235	286
Frais autres que d'intérêt	(2)	2 610	2 634	2 656
Bénéfice net	8	779	666	722
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	20 p.b.	17,1 %	14,8 %	16,9 %
Profit économique (2)	34 %	266 \$	163 \$	198 \$
Données au bilan				
Prêts (avant la provision cumulative pour pertes sur prêts)	1 %	168 275 \$	169 258 \$	167 263 \$
Actif	10	389 804	376 956	353 713
Dépôts	6	248 173	243 486	234 164
Débitures subordonnées	(8)	6 571	6 614	7 105
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	7	17 743	17 238	16 525
Ratios de capital (3)				
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sur l'actif ajusté en fonction des risques	80 p.b.	10,6 %	10,4 %	9,8 %
Ratio du capital de première catégorie	60	9,4 %	9,3 %	8,8 %
Ratio du capital total	40	12,7 %	12,7 %	12,3 %
Information sur les actions ordinaires				
Actions en circulation (en milliers)				
À la fin	(1)%	666 439	665 257	673 596
Moyenne (de base)	(1)	666 006	668 868	674 465
Moyenne (dilué)	(1)	673 400	674 840	679 729
Bénéfice par action				
De base	11 %	1,14 \$	0,96 \$	1,03 \$
Dilué	9	1,12	0,95	1,03
Cours de l'action				
Haut (4)	14 %	59,86 \$	57,55 \$	52,45 \$
Bas (4)	15	53,91	48,80	46,81
À la clôture	11	55,30	54,41	50,00
Dividendes par action	11	0,40	0,40	0,36
Valeur comptable par action – à la fin	9	26,62	25,91	24,53
Capitalisation boursière (en milliards de dollars)	9	36,8	36,2	33,7
Renseignements divers				
Employés (équivalent de travail à plein temps)	26	59 770	59 549	59 744
Guichets automatiques bancaires	(95)	4 488	4 486	4 583
Unités de service				
Au Canada	(10)	1 306	1 311	1 316
À l'étranger	(27)	784	807	811

(1) L'information financière est tirée des états financiers consolidés préparés en vertu des PCGR du Canada, sauf indication contraire. Certains termes sont définis dans le glossaire présenté aux pages 103 et 104 du rapport annuel 2002.

(2) Le profit économique représente le bénéfice d'exploitation, selon la comptabilité de caisse (c.-à-d. le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, excluant l'incidence après impôts de l'amortissement des autres actifs incorporels), après déduction d'une charge au titre du coût estimatif des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Pour plus de détails au sujet du profit économique, se reporter à la page 26A du rapport annuel 2002.

(3) Selon les lignes directrices établies par le surintendant des institutions financières Canada (BSIF) et selon l'information financière préparée en vertu des PCGR du Canada.

(4) Cours intrajournaliers – haut et bas.

États financiers intermédiaires consolidés (non vérifié)

Bilan consolidé (non vérifié)

	31 janvier 2003	31 octobre 2002	31 janvier 2002
(en millions de dollars)			
Actif			
Liquidités			
Encaisse et montants à recevoir de banques	3 001 \$	2 534 \$	1 187 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	17 387	18 789	14 448
	20 388	21 323	15 635
Valeurs mobilières			
Titres du compte de négociation (incluant des montants nantis de 6 340 \$, 6 558 \$ et 4 542 \$)	71 696	68 328	60 737
Titres du compte de placement	28 288	25 078	25 008
Titres de substitut de prêt	372	394	415
	100 356	93 800	86 160
Biens achetés en vertu de conventions de revente	37 874	35 831	30 503
Prêts			
Prêts hypothécaires résidentiels	73 415	72 840	69 436
Prêts aux particuliers	31 956	31 956	31 600
Prêts sur cartes de crédit	5 214	4 914	4 338
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	59 957	61 751	64 234
	170 542	171 461	169 608
Provision cumulative pour pertes sur prêts	(2 267)	(2 203)	(2 345)
	168 275	169 258	167 263
Autres			
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	7 292	8 051	9 057
Montants se rapportant aux produits dérivés	36 716	30 258	25 506
Locaux et matériel	1 627	1 653	1 596
Écart d'acquisition	5 059	5 004	4 942
Autres actifs incorporels	681	665	606
Autres actifs	11 536	11 113	12 445
	62 911	56 744	54 152
	389 804 \$	376 956 \$	353 713 \$
Passif et capitaux propres			
Dépôts			
Particuliers	105 293 \$	101 892 \$	100 505 \$
Entreprises et gouvernements	114 894	119 591	109 156
Banques	27 986	22 003	24 503
	248 173	243 486	234 164
Autres			
Acceptations	7 292	8 051	9 057
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	19 489	19 110	16 957
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat	23 387	21 109	17 412
Montants se rapportant aux produits dérivés	38 099	32 137	26 396
Autres passifs	26 073	26 197	22 951
	114 340	106 604	92 773
Débitures subordonnées	6 571	6 614	7 105
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	1 445	1 469	1 440
Capitaux propres			
Capital-actions			
Actions privilégiées	1 532	1 545	1 706
Actions ordinaires (émises et en circulation : 666 439 266, 665 257 068 et 673 596 156)	7 046	6 979	6 964
Surplus d'apport	81	78	37
Bénéfices non répartis	10 616	10 181	9 524
	19 275	18 783	18 231
	389 804 \$	376 956 \$	353 713 \$

État consolidé des résultats (non vérifié)

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2003	31 octobre 2002	31 janvier 2002
(en millions de dollars)			
Revenu d'intérêt			
Prêts	2 617 \$	2 653 \$	2 727 \$
Valeurs mobilières	796	782	777
Biens achetés en vertu de conventions de revente	192	195	162
Dépôts à des banques	112	117	150
	3 717	3 747	3 816
Frais d'intérêt			
Dépôts	1 433	1 463	1 521
Autres passifs	398	381	332
Débitures subordonnées	96	98	105
	1 927	1 942	1 958
Revenu net d'intérêt	1 790	1 805	1 858
Provision pour pertes sur créances	200	235	286
	1 590	1 570	1 572
Autres produits			
Revenus tirés des activités de négociation	544	486	456
Commissions sur le marché financier	400	426	505
Commissions de gestion de placements et de services de garde	282	278	287
Frais bancaires sur les dépôts et les paiements	279	275	254
Revenus tirés des fonds communs de placement	169	170	182
Revenus sur cartes	124	129	121
Revenus tirés des activités d'assurance	76	32	67
Revenus tirés des activités hypothécaires	69	60	73
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	67	70	69
Commissions de crédit	63	52	61
Revenus tirés de la titrisation	34	45	33
Perte sur la vente de valeurs mobilières	(10)	(112)	(3)
Autres	150	132	118
	2 247	2 043	2 223
Frais autres que d'intérêt			
Ressources humaines	1 641	1 514	1 654
Frais d'occupation	196	203	190
Matériel	201	218	204
Communications	180	213	190
Honoraires	113	133	103
Amortissement des autres actifs incorporels	19	20	17
Autres	260	333	298
	2 610	2 634	2 656
Bénéfice net avant impôts	1 227	979	1 139
Charge d'impôts	420	285	390
Bénéfice net avant part des actionnaires sans contrôle	807	694	749
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	28	28	27
Bénéfice net	779 \$	666 \$	722 \$
Dividendes sur actions privilégiées	23	24	25
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	756 \$	642 \$	697 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	666 006	668 868	674 465
Bénéfice par action (en dollars)	1,14 \$	0,96 \$	1,03 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	673 400	674 840	679 729
Bénéfice dilué par action (en dollars)	1,12 \$	0,95 \$	1,03 \$

État consolidé de la variation des capitaux propres (non vérifié)

(en millions de dollars)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2003	31 octobre 2002	31 janvier 2002
Actions privilégiées			
Solde au début	1 545 \$	1 704 \$	2 024 \$
Rachetées aux fins d'annulation	–	(150)	(318)
Gain ou perte de change relatif aux actions libellées en devises	(13)	(9)	–
Solde à la fin	1 532	1 545	1 706
Actions ordinaires			
Solde au début	6 979	7 033	6 940
Émises	76	22	42
Achetées aux fins d'annulation	(9)	(76)	(18)
Solde à la fin	7 046	6 979	6 964
Surplus d'apport			
Solde au début	78	45	33
Renonciation aux droits à la plus-value des actions, déduction faite des impôts connexes	(1)	31	–
Options sur actions octroyées	4	2	4
Solde à la fin	81	78	37
Bénéfices non répartis			
Solde au début	10 181	10 089	9 168
Bénéfice net	779	666	722
Dividendes sur actions privilégiées	(23)	(24)	(25)
Dividendes sur actions ordinaires	(267)	(266)	(244)
Prime versée sur les actions ordinaires achetées aux fins d'annulation	(40)	(294)	(90)
Variation des gains et pertes de change non réalisés	(155)	(159)	(67)
Incidence des opérations de couverture liées aux gains et pertes de change non réalisés, déduction faite des impôts connexes	141	169	60
Solde à la fin	10 616	10 181	9 524
Capitaux propres à la fin	19 275 \$	18 783 \$	18 231 \$

État consolidé des flux de trésorerie (non vérifié)

(en millions de dollars)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2003	31 octobre 2002	31 janvier 2002
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation			
Bénéfice net	779 \$	666 \$	722 \$
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation :			
Provision pour pertes sur créances	200	235	286
Amortissement	101	102	98
Amortissement des autres actifs incorporels	19	20	17
Impôts reportés	45	176	(188)
Perte (gain) à la vente de locaux et de matériel	(5)	2	(13)
Gain tiré de la titrisation de prêts	–	(12)	–
Perte sur la vente de titres du compte de placement	10	112	3
Variation de l'actif et du passif d'exploitation :			
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	11	(32)	(103)
Impôts exigibles	(124)	116	336
Actifs se rapportant aux produits dérivés	(6 458)	(90)	1 734
Passifs se rapportant aux produits dérivés	5 962	(657)	(2 250)
Titres du compte de négociation	(3 368)	250	(2 545)
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	379	2 422	514
Autres	(514)	26	(813)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	(2 963)	3 336	(2 202)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Variation des dépôts productifs d'intérêts à des banques	1 402	(1 490)	1 295
Variation des prêts, déduction faite de la titrisation de prêts	940	(893)	1 521
Produit tiré de la titrisation de prêts	–	201	–
Produit tiré de la vente de titres du compte de placement	3 371	3 501	3 295
Produit tiré de l'arrivée à échéance de titres du compte de placement	5 455	4 473	3 349
Acquisitions de titres du compte de placement	(11 304)	(8 951)	(9 738)
Diminution des titres de substitut de prêt	22	7	23
Acquisitions nettes de locaux et de matériel	(75)	(131)	(84)
Variation des biens achetés en vertu de conventions de revente	(2 043)	(893)	5 367
Flux de trésorerie nets provenant de (affectés à) l'acquisition de filiales	(194)	60	–
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement	(2 426)	(4 116)	5 028
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Variation des dépôts	3 818	(1 179)	717
Émission de débentures subordonnées	–	–	635
Débentures subordonnées rachetées	–	(400)	(41)
Actions privilégiées rachetées aux fins d'annulation	–	(150)	(318)
Émission d'actions ordinaires	71	19	28
Actions ordinaires achetées aux fins d'annulation	(49)	(370)	(108)
Dividendes versés	(289)	(281)	(276)
Variation des engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat	2 278	1 479	(3 452)
Variation des emprunts à court terme des filiales	27	1 969	(616)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement	5 856	1 087	(3 431)
Variation nette de l'encaisse et des montants à recevoir de banques	467	307	(605)
Encaisse et montants à recevoir de banques au début	2 534	2 227	1 792
Encaisse et montants à recevoir de banques à la fin	3 001 \$	2 534 \$	1 187 \$
Présentation d'informations supplémentaires relatives aux flux de trésorerie			
Intérêts versés durant la période	1 948 \$	1 966 \$	2 341 \$
Impôts sur les bénéfices payés durant la période	759 \$	107 \$	192 \$

Notes complémentaires (non vérifié)

Ces états financiers intermédiaires consolidés non vérifiés doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2002. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de la période courante.

Note 1 Principales conventions comptables

Ces états financiers intermédiaires consolidés non vérifiés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada et en fonction des mêmes conventions comptables que celles qui sont présentées à la note 1 des états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2002 (pages 72A à 75A du rapport annuel 2002), sous réserve des renseignements ci-après.

Relations de couverture

Nous avons adopté par anticipation la note d'orientation concernant la comptabilité n° 13 (NOC-13), « Relations de couverture », soit à partir du 1^{er} novembre 2002. Des informations détaillées sur cette norme sont présentées à la page 75A de notre rapport annuel 2002. Les produits dérivés détenus à des fins autres que de négociation qui ne sont pas admissibles à la comptabilité de couverture en vertu de la NOC-13 ont été inscrits à leur juste valeur au bilan le 1^{er} novembre 2002, augmentant ainsi l'actif de 428 millions de dollars et le passif de 395 millions. Le gain de transition de 33 millions de dollars qui en a découlé est constaté aux résultats de la même manière que les éléments couverts connexes.

Bénéfice net pro forma et bénéfice par action pro forma

(en millions de dollars, sauf les montants par action)

	Tel que déclaré, pour le trimestre terminé les			Données pro forma, pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2003	31 octobre 2002	31 janvier 2002	31 janvier 2003	31 octobre 2002	31 janvier 2002
Bénéfice net	779 \$	666 \$	722 \$	770 \$	657 \$	714 \$
Bénéfice par action	1,14	0,96	1,03	1,12	0,95	1,02
Bénéfice dilué par action	1,12	0,95	1,03	1,11	0,94	1,02

Modifications comptables futures

Consolidation des entités ad hoc

L'ICCA a publié son projet de note d'orientation concernant la comptabilité intitulée « Consolidation des entités ad hoc », le 1^{er} août 2002. La note d'orientation proposée, à laquelle des modifications pourraient être apportées, comporte des directives afin de déterminer le principal bénéficiaire des entités ad hoc et celui qui devra donc consolider ces dernières. Nous évaluerons l'incidence de cette note lorsque la note d'orientation finale sera publiée.

Informations à fournir sur les garanties

En janvier 2003, l'ICCA a publié la note d'orientation concernant la comptabilité n° 14, « Informations à fournir sur les garanties », qui clarifie les informations à fournir eu égard à certaines garanties. Cette norme s'applique aux états financiers des périodes intermédiaires et exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2003. Nous ne prévoyons pas que l'adoption de cette norme aura une incidence importante sur nos résultats d'exploitation.

Note 2 Acquisition

Admiralty Bancorp, Inc.

Le 29 janvier 2003, RBC Centura Banks, Inc., une filiale en propriété exclusive de la Banque Royale du Canada, a acquis la totalité des actions en circulation de Admiralty Bancorp, Inc. La contrepartie en espèces versée au titre de l'acquisition s'est chiffrée à environ 153 millions de dollars US. L'excédent du prix d'achat sur la juste valeur de l'actif corporel net acquis a initialement été attribué aux actifs incorporels liés à des dépôts de base de 15 millions de dollars US, et la tranche résiduelle de quelque 95 millions de dollars US a été attribuée à l'écart d'acquisition. Les actifs incorporels liés à des dépôts de base seront amortis linéairement sur dix ans.

Rémunération à base d'actions

Nous avons adopté prospectivement la méthode de la juste valeur recommandée dans le chapitre 3870 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé « Rémunérations et autres paiements à base d'actions », eu égard aux nouvelles attributions octroyées après le 1^{er} novembre 2002. Cela a donné lieu à la constatation, ce trimestre, d'une charge de rémunération supplémentaire de 1,4 million de dollars au titre des options sur actions octroyées au cours du présent exercice. Nous avons déterminé la juste valeur de ces options, à savoir 11,60 \$, à l'aide d'un modèle d'évaluation des options fondé sur les hypothèses suivantes : i) taux d'intérêt hors risque de 4,61 %; ii) durée prévue de l'option de six ans; iii) taux de volatilité prévu de 20 %; iv) taux de dividendes prévu de 2,95 %.

Le tableau suivant présente l'information pro forma qui reflète l'incidence de la méthode de la juste valeur sur les attributions octroyées avant le 1^{er} novembre 2002 :

	Tel que déclaré, pour le trimestre terminé les			Données pro forma, pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2003	31 octobre 2002	31 janvier 2002	31 janvier 2003	31 octobre 2002	31 janvier 2002
Bénéfice net	779 \$	666 \$	722 \$	770 \$	657 \$	714 \$
Bénéfice par action	1,14	0,96	1,03	1,12	0,95	1,02
Bénéfice dilué par action	1,12	0,95	1,03	1,11	0,94	1,02

Note 3 Éventualités

Le 21 juin 2002, soit une semaine avant la date où elle devait verser à la Banque Royale du Canada un montant de 517 millions de dollars US (plus les intérêts courus), conformément aux conditions d'un swap sur rendement total inscrit au poste Autres actifs, Cooperatieve Centrale Raiffeisen-Boerenleenbank B.A. (« Rabobank ») a intenté une poursuite contre nous devant un tribunal de l'État de New York en vue de faire annuler son obligation en vertu du swap. Le 24 juin 2002, nous avons entamé des procédures contre Rabobank auprès de la Haute Cour de Londres, alléguant que Rabobank avait répudié son obligation en vertu du swap. Le 31 juillet 2002, nous avons déposé une motion visant le rejet ou l'arrêt des procédures intentées dans l'État de New York. Le tribunal de l'État de New York a instruit et rejeté cette motion. Le 27 septembre 2002, Rabobank a déposé une demande pour arrêter les procédures que nous avons entamées auprès de la Haute Cour de Londres. Cette dernière a instruit et rejeté cette demande. Par conséquent, les procédures intentées dans l'État de New York et celles entamées auprès de la Haute Cour de Londres se poursuivent. La direction s'attend à recouvrer la totalité du montant en question et, par conséquent, n'a pas constitué de provision pour perte à cet égard.

Nous faisons l'objet de diverses poursuites judiciaires qui contestent le bien-fondé de certaines de nos pratiques ou mesures. Plusieurs de ces poursuites ont trait à des prêts et s'élèvent contre les dispositions prises par nous et nos filiales pour recouvrer des prêts en souffrance et exercer nos droits quant aux biens donnés en garantie de ces prêts. De l'avis de la direction, le montant global du passif éventuel lié à ces poursuites ne sera pas important.

Note 4 Résultats par secteur d'exploitation et par secteur géographique

a) Résultats trimestriels par secteur d'exploitation (1)

(en millions de dollars)	RBC Banque			RBC Assurances			RBC Investissements			RBC Marchés des Capitaux		
	T1 03	T4 02	T1 02	T1 03	T4 02	T1 02	T1 03	T4 02	T1 02	T1 03	T4 02	T1 02
Revenu net d'intérêt (2)	1 394 \$	1 426 \$	1 427 \$	67 \$	65 \$	51 \$	116 \$	96 \$	98 \$	109 \$	103 \$	178 \$
Autres produits	564	509	545	99	64	88	767	783	852	617	516	535
Revenus bruts	1 958	1 935	1 972	166	129	139	883	879	950	726	619	713
Provision pour pertes sur créances	130	122	201	-	-	-	-	1	(1)	77	117	97
Frais autres que d'intérêt	1 179	1 161	1 142	123	130	102	725	733	828	426	407	418
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	239	247	240	(4)	(17)	(4)	55	48	37	79	15	60
Bénéfice net	410 \$	405 \$	389 \$	47 \$	16 \$	41 \$	103 \$	97 \$	86 \$	144 \$	80 \$	138 \$

(en millions de dollars)	RBC Services Internationaux			Autres			Total		
	T1 03	T4 02	T1 02	T1 03	T4 02	T1 02	T1 03	T4 02	T1 02
Revenu net d'intérêt (2)	45 \$	34 \$	34 \$	59 \$	81 \$	70 \$	1 790 \$	1 805 \$	1 858 \$
Autres produits	201	207	205	(1)	(36)	(2)	2 247	2 043	2 223
Revenus bruts	246	241	239	58	45	68	4 037	3 848	4 081
Provision pour pertes sur créances	-	3	2	(7)	(8)	(13)	200	235	286
Frais autres que d'intérêt	171	166	172	(14)	37	(6)	2 610	2 634	2 656
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	27	27	26	52	(7)	58	448	313	417
Bénéfice net	48 \$	45 \$	39 \$	27 \$	23 \$	29 \$	779 \$	666 \$	722 \$

b) Résultats trimestriels par secteur géographique

(en millions de dollars)	31 janvier 2003				31 octobre 2002				31 janvier 2002			
	Canada	É.-U.	Autres pays	Total	Canada	É.-U.	Autres pays	Total	Canada	É.-U.	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêt (2)	1 392 \$	347 \$	51 \$	1 790 \$	1 404 \$	343 \$	58 \$	1 805 \$	1 420 \$	293 \$	145 \$	1 858 \$
Autres produits	1 094	787	366	2 247	936	786	321	2 043	1 160	800	263	2 223
Revenus bruts	2 486	1 134	417	4 037	2 340	1 129	379	3 848	2 580	1 093	408	4 081
Provision pour pertes sur créances	103	41	56	200	84	105	46	235	152	131	3	286
Frais autres que d'intérêt	1 469	921	220	2 610	1 460	958	216	2 634	1 516	942	198	2 656
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	368	64	16	448	293	11	9	313	395	(8)	30	417
Bénéfice net	546 \$	108 \$	125 \$	779 \$	503 \$	55 \$	108 \$	666 \$	517 \$	28 \$	177 \$	722 \$

(1) Aux fins de la présentation de l'information de gestion, nos activités sont regroupées au sein des secteurs d'exploitation suivants : RBC Banque, RBC Assurances, RBC Investissements, RBC Marchés des Capitaux et RBC Services Internationaux. Le secteur Autres comprend principalement la trésorerie générale, les groupes fonctionnels, les groupes technologie et systèmes et les activités liées à l'immobilier. Aux fins des achats et des ventes intersectoriels de services, les secteurs d'exploitation n'ont pas de lien de dépendance. L'établissement des prix de cession interne des fonds cédés ou acquis, les commissions, ainsi que les frais et le crédit liés aux services fournis sont généralement basés sur les prix du marché. Aux fins de la présentation de l'information sur une base géographique, nos activités sont regroupées au sein des secteurs géographiques suivants : Canada, États-Unis et Autres pays. Les activités des centres des marchés monétaires internationaux basées au Canada sont incluses dans les secteurs États-Unis et Autres pays.

(2) Le revenu net d'intérêt est présenté déduction faite de l'équivalent imposable. La majoration au montant imposable équivalent n'est pas importante.

Note 5 Rapprochement des PCGR du Canada et des PCGR des États-Unis

	Trimestre terminé le	Au 31 janvier	
	31 janvier	2003	2003
	2003	Capitaux propres	Actif
(en millions de dollars)	Bénéfice net		
PCGR du Canada	779 \$	19 275 \$	389 804 \$
Comptabilisation des activités d'assurance	7	98	1 741
Coûts des droits à la plus-value des actions	1	8	(3)
Produits dérivés et opérations de couverture (1)	(7)	(53)	59
Reclassement des titres (2)	(13)	204	204
Garanties (3)	–	–	4
Obligation additionnelle au titre des prestations constituées	–	(293)	167
Comptabilisation à la date de transaction	–	–	(594)
Autres	–	28	844
PCGR des États-Unis	767 \$	19 267 \$	392 226 \$
Bénéfice par action	1,12 \$		
Bénéfice dilué par action	1,10 \$		

	Trimestre terminé le	Au 31 octobre	
	31 octobre	2002	2002
	2002	Capitaux propres	Actif
(en millions de dollars)	Bénéfice net		
PCGR du Canada	666 \$	18 783 \$	376 956 \$
Comptabilisation des activités d'assurance	34	92	1 969
Coûts des droits à la plus-value des actions	(4)	7	(4)
Reclassement des titres	36	(72)	925
Produits dérivés et opérations de couverture	–	210	210
Obligation additionnelle au titre des prestations constituées	–	(293)	167
Comptabilisation à la date de transaction	–	–	(146)
Autres	–	28	1 855
PCGR des États-Unis	732 \$	18 755 \$	381 932 \$
Bénéfice par action	1,06 \$		
Bénéfice dilué par action	1,05 \$		

	Trimestre terminé le	Au 31 janvier	
	31 janvier	2002	2002
	2002	Capitaux propres	Actif
(en millions de dollars)	Bénéfice net		
PCGR du Canada	722 \$	18 231 \$	353 713 \$
Comptabilisation des activités d'assurance	1	24	1 281
Produits dérivés et opérations de couverture	12	(144)	1 188
Reclassement des titres	–	190	190
Obligation additionnelle au titre des prestations constituées	–	(17)	12
Comptabilisation à la date de transaction	–	–	(12)
Autres	(1)	29	2 028
PCGR des États-Unis	734 \$	18 313 \$	358 400 \$
Bénéfice par action	1,05 \$		
Bénéfice dilué par action	1,04 \$		

Pour une explication détaillée des différences existant entre les PCGR des États-Unis et du Canada, se reporter à la note 23 des états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2002, laquelle figure à la page 97A du rapport annuel 2002.

- (1) Selon les PCGR des États-Unis, tous les produits dérivés sont inscrits au bilan à leur juste valeur. La variation de la juste valeur des produits dérivés est comptabilisée dans le bénéfice net ou, si le produit dérivé est désigné comme couverture des flux de trésorerie et qu'il s'avère efficace à ce titre, parmi les autres éléments du résultat global dans les capitaux propres. Pour ce qui est des produits dérivés désignés comme couvertures de la juste valeur, la variation inscrite au bénéfice net est généralement compensée par la variation de la juste valeur de l'élément couvert attribuable au risque visé par la couverture. Les changements comptabilisés parmi les autres éléments du résultat global sont subséquemment amortis au bénéfice net afin de compenser l'incidence de la variabilité des taux d'intérêt sur les flux de trésorerie de l'élément couvert. Selon les PCGR du Canada, les produits dérivés utilisés aux fins de vente et de négociation, de même que les produits dérivés utilisés à des fins autres que de négociation et qui ne sont pas admissibles à la comptabilité de couverture, sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur, la variation de la juste valeur étant constatée dans le bénéfice net. Les produits dérivés détenus à des fins autres que de négociation qui n'étaient pas admissibles à la comptabilité de couverture au moment de l'adoption de la NOC-13 ont été inscrits à leur juste valeur et les gains ou pertes de transition ont été portés aux résultats de la même manière que les éléments couverts initiaux. Lorsque les produits dérivés ont été désignés comme couvertures des flux de trésorerie et qu'ils s'avèrent efficaces à ce titre, un produit ou une charge est constaté sur la durée des actifs ou pertes couverts, à titre d'ajustement aux intérêts créditeurs ou débiteurs. Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2003, la comptabilisation des produits dérivés et des opérations de couverture selon les PCGR des États-Unis aurait entraîné une diminution de 7 millions de dollars du bénéfice net, une augmentation de 45 millions des valeurs mobilières, une augmentation de 65 millions des prêts, une augmentation de 144 millions des dépôts, une augmentation de 314 millions des débiteurs subordonnés, une diminution de 28 millions des liquidités, une diminution de 23 millions des autres actifs, une diminution de 346 millions des autres passifs et une diminution de 53 millions des capitaux propres au 31 janvier 2003.
- (2) En vertu des PCGR des États-Unis, les valeurs mobilières sont classées en tant que titres du compte de négociation ou titres destinés à la vente. Les réductions de valeur effectuées pour refléter une moins-value durable des titres destinés à la vente sont constatées au poste Perte sur la vente de valeurs mobilières. Selon les PCGR du Canada, les valeurs mobilières sont classées en tant que titres du compte de négociation, titres du compte de placement ou titres de substitut de prêt. Les réductions de valeur effectuées pour refléter une moins-value durable des titres du compte de placement sont constatées au poste Perte sur la vente de valeurs mobilières. Les titres de substitut de prêt sont des instruments de financement de clients, structurés comme des placements après impôts plutôt que des prêts ordinaires afin d'offrir aux émetteurs un taux d'emprunt avantageux. Le traitement comptable de ces titres est identique à celui des prêts et, lorsque cela est nécessaire, une réduction est apportée au moyen d'une provision cumulative pour pertes sur créances. Le classement des valeurs mobilières conformément aux PCGR des États-Unis aurait entraîné une diminution de 13 millions de dollars du bénéfice net pour le trimestre terminé le 31 janvier 2003, une augmentation de 320 millions des valeurs mobilières, une diminution de 116 millions des impôts reportés connexes inclus dans les autres actifs, et une augmentation de 204 millions des capitaux propres au 31 janvier 2003.
- (3) En vertu des PCGR des États-Unis, le passif initial au titre des obligations prises en charge dans le cadre de garanties établies ou modifiées après le 31 décembre 2002 est constaté au bilan à la juste valeur. La comptabilisation de la juste valeur des garanties conformément aux PCGR des États-Unis aurait entraîné une augmentation de 4 millions de dollars des autres actifs et une augmentation de 4 millions des autres passifs au 31 janvier 2003.

Annexe : Information relative au crédit (non vérifié) (1)**Prêts douteux** (2)

	31 janvier 2003	31 octobre 2002	31 juillet 2002	30 avril 2002	31 janvier 2002
(en millions de dollars, sauf les pourcentages)					
Prêts douteux, montant net					
Prêts hypothécaires résidentiels	114 \$	113 \$	125 \$	130 \$	146 \$
Prêts aux particuliers	113	129	130	132	130
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	1 193	1 152	1 198	1 227	1 390
Total	1 420 \$	1 394 \$	1 453 \$	1 489 \$	1 666 \$
Prêts douteux, montant net, en pourcentage des prêts, des acceptations et des conventions de revente connexes					
Prêts hypothécaires résidentiels	0,16 %	0,16 %	0,18 %	0,19 %	0,21 %
Prêts aux particuliers	0,36 %	0,41 %	0,41 %	0,41 %	0,41 %
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	1,14 %	1,10 %	1,13 %	1,17 %	1,35 %
Total	0,66 %	0,65 %	0,68 %	0,70 %	0,80 %

Provision cumulative pour pertes sur créances

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2003	31 octobre 2002	31 janvier 2002
(en millions de dollars, sauf les pourcentages)			
Provision cumulative au début	2 314 \$	2 332 \$	2 392 \$
Provision pour pertes sur créances	200	235	286
Radiations			
Prêts hypothécaires résidentiels	(1)	(3)	(3)
Prêts aux particuliers	(80)	(86)	(107)
Prêts sur cartes de crédit	(43)	(38)	(45)
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	(62)	(269)	(125)
	(186)	(396)	(280)
Recouvrements			
Prêts aux particuliers	17	17	16
Prêts sur cartes de crédit	9	9	10
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	20	40	20
	46	66	46
Radiations nettes	(140)	(330)	(234)
Acquisition de Admiralty Bancorp, Inc.	8	-	-
Ajustements	(6)	77	15
Provision cumulative à la fin	2 376 \$	2 314 \$	2 459 \$
Radiations nettes (en excluant les pays en développement), en pourcentage de la moyenne des prêts, des acceptations et des conventions de revente	0,25 %	0,54 %	0,44 %
Radiations nettes, en pourcentage de la moyenne des prêts, des acceptations et des conventions de revente	0,25 %	0,60 %	0,44 %
Répartition de la provision cumulative			
Prêts hypothécaires résidentiels	40 \$	41 \$	49 \$
Prêts aux particuliers	467	465	481
Prêts sur cartes de crédit	152	152	152
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	1 469	1 405	1 541
Provision cumulative attribuée	2 128	2 063	2 223
Provision cumulative générale non attribuée	248	251	236
Total	2 376 \$	2 314 \$	2 459 \$
Composantes de la provision cumulative			
Provisions spécifiques, y compris la provision cumulative pour titres de substitut de prêt	954 \$	894 \$	1 018 \$
Provision à l'égard des risques-pays	-	-	29
Provision cumulative générale attribuée pour pertes sur créances	1 174	1 169	1 176
Provision cumulative générale non attribuée pour pertes sur créances	248	251	236
Total de la provision cumulative pour pertes sur créances	2 376 \$	2 314 \$	2 459 \$
Répartition			
Provision cumulative pour pertes sur prêts	2 267 \$	2 203 \$	2 345 \$
Provision cumulative pour éléments hors bilan et autres	109	109	109
Provision cumulative pour titres de substitut de prêt	-	2	5
Total	2 376 \$	2 314 \$	2 459 \$
Provision cumulative pour pertes sur prêts, en pourcentage des prêts, des acceptations et des conventions de revente	1,1 %	1,0 %	1,1 %
Provision cumulative pour pertes sur prêts, en pourcentage du montant brut des prêts douteux (ratio de couverture), en excluant les pays en développement	95 %	96 %	86 %

(1) Les mesures financières sont tirées des états financiers consolidés dressés conformément aux PCGR du Canada, sauf indication contraire. Certaines définitions sont présentées dans le glossaire figurant aux pages 103 et 104 du rapport annuel 2002.

(2) Les prêts douteux sont présentés déduction faite des provisions cumulatives spécifiques et de la provision cumulative à l'égard des risques-pays.

Information relative aux actions (non vérifié)

(nombre d'actions en milliers)	31 janvier 2003	31 octobre 2002	31 janvier 2002
Actions privilégiées de premier rang (1)			
À dividende non cumulatif, série E	–	–	1 500
À dividende non cumulatif, série J	12 000	12 000	12 000
En dollars US, à dividende non cumulatif, série K	10 000	10 000	10 000
À dividende non cumulatif, série N	12 000	12 000	12 000
À dividende non cumulatif, série O	6 000	6 000	6 000
En dollars US, à dividende non cumulatif, série P	4 000	4 000	4 000
À dividende non cumulatif, série S	10 000	10 000	10 000
	54 000	54 000	55 500
Titres de fiducie, séries 2010 et 2011, émis par RBC Capital Trust (2)	1 400	1 400	1 400
Options sur actions (3)			
Options en cours à la fin	28 218	28 479	33 124
Options pouvant être levées à la fin	18 629	14 050	18 148
Actions ordinaires	666 439	665 257	673 596

(1) Pour des renseignements plus détaillés, se reporter aux pages 85, 86 et 91 (notes 13 et 17) du rapport annuel 2002 de la Banque Royale du Canada.

(2) Inclus dans le poste « Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales » du bilan consolidé. Les modalités de conversion des titres de séries 2010 et 2011 sont présentées dans les prospectus datés du 17 juillet 2000 et du 29 novembre 2000, respectivement.

(3) En novembre 2002, 1 928 844 options sur actions ont été octroyées.

Renseignements aux actionnaires

Bureau central

Adresse :
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
Toronto (Ontario) Canada
Téléphone : (416) 974-5151
Télécopieur : (416) 955-7800

Pour toute correspondance :
P.O. Box 1
Royal Bank Plaza
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2J5

Site Web :
rbc.com

Agent des transferts et agent comptable des registres

Agent principal
Computershare Trust
Company of Canada

Adresse :
1500, rue Université
Bureau 700
Montréal (Québec)
Canada H3A 3S8
Téléphone : (514) 982-7888
ou 1 866 586-7635
Télécopieur : (514) 982-7635

Pour toute correspondance :
C.P. 1570, Succursale B
Montréal (Québec)
Canada H3B 3L2

Site Web :
computershare.com

*Co-agent des transferts
(États-Unis)*
The Bank of New York
101 Barclay Street
New York, New York
États-Unis 10286

*Co-agent des transferts
(Royaume-Uni)*
Computershare Services PLC
Securities Services – Registrars
P.O. Box No. 82, The Pavilions,
Bridgewater Road, Bristol
BS99 7NH Angleterre

Inscriptions en bourse

(Symbole de l'action : RY)

Bourses où sont inscrites les actions ordinaires de la Banque Canada : Bourse de Toronto (TSX) États-Unis : Bourse de New York (NYSE) Suisse : Bourse suisse (SWX)

Toutes les actions privilégiées sont inscrites à la Bourse de Toronto.

Prix du jour d'évaluation

Aux fins du calcul des gains en capital, le prix de base par action ordinaire de la Banque, au jour d'évaluation (22 décembre 1971) s'établit à 7,38 \$ l'action. Ce prix a été redressé pour refléter la division d'actions à raison de deux actions pour une de mars 1981 et celle de février 1990. Le dividende en actions de une action pour une, versé en octobre 2000, n'a eu aucune incidence sur le prix du jour d'évaluation des actions ordinaires de la Banque.

Communications avec les actionnaires

Pour des renseignements relatifs aux transferts d'actions, aux changements d'adresse, aux dividendes, à la perte de certificats d'actions, aux formulaires d'impôts et aux transferts de succession, les actionnaires sont priés de communiquer avec :

Computershare Trust Company of Canada
1500, rue Université
Bureau 700
Montréal (Québec)
Canada H3A 3S8
Téléphone : (514) 982-7888
ou 1 866 586-7635

Toute autre demande peut être adressée à :
Relations avec les investisseurs,
Banque Royale du Canada
123 Front Street West
6th Floor
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2M2
Téléphone : (416) 955-7806
Les actionnaires peuvent aussi consulter le site Web suivant :
rbc.com/investisseurs

Dates de publication des rapports trimestriels pour 2003

Premier trimestre 28 février
Deuxième trimestre 30 mai
Troisième trimestre 26 août
Quatrième trimestre 25 novembre

Service de dépôt direct

Au moyen d'un transfert électronique de fonds, les actionnaires peuvent faire déposer directement leurs dividendes au crédit de leur compte de toute institution financière membre de l'Association canadienne des paiements; il leur suffit d'en faire la demande par écrit à Computershare Trust Company of Canada, à son adresse postale.

Investisseurs institutionnels, courtiers et analystes en valeurs mobilières

Pour obtenir des renseignements financiers, veuillez communiquer avec :
Première vice-présidente
Relations avec les investisseurs
Banque Royale du Canada
123 Front Street West
6th Floor
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2M2
Téléphone : (416) 955-7803
Télécopieur : (416) 955-7800

Dates de paiement des dividendes pour 2003

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration.

	Date de clôture des registres	Date de paiement
Actions ordinaires et actions privilégiées de séries J, K, N, O, P et S	27 janvier 23 avril 23 juillet 27 octobre	24 février 23 mai 22 août 24 novembre

Cotes de crédit

(au 28 février 2003)	Dettes à court terme	Dettes à long terme de premier rang
Moody's Investors Service	P-1 (Aa)	Aa2
Standard & Poor's	A-1+	AA-
Fitch Ratings	F1+	AA
Dominion Bond Rating Service	R-1 (middle)	AA(low)

